



Assemblée générale

Distr. générale
16 décembre 2002
Français
Original: anglais/espagnol/français/
russe

Cinquante-septième session

Point 18 de l'ordre du jour

Élection des juges du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994

**Curriculum vitae des candidats retenus par le Conseil de sécurité
sur la liste des candidats proposés par les États Membres
de l'Organisation des Nations Unies et par les États non membres
ayant une mission permanente d'observation
auprès des Nations Unies**

Note du Secrétaire général*

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Curriculum vitae des candidats	4
Ahmed, Mansoor	4
Bakradze, Teimuraz	5
Capo-Chichi, Kocou Arsène	8
Chomba, Frederick Mwela	11
Dolenc, Pavel	15

* Il a fallu, pour publier le présent document, attendre que le Conseil de sécurité adopte la résolution 1449 (2002), ce qu'il a fait le 13 décembre 2002.



Egorov, Serguei Alekseevitch	17
Fremr, Robert	20
Gunawardana, Asoka de Zoysa	22
Güney, Mehmet	26
Mahouve, Michel	30
Maqutu, Winston Churchill Matanzima	34
Møse, Erik	37
Ramaroson, Arlette	40
Reddy, Jai Ram	45
Sekule, William Hussein	48
Short, Emile Francis	50
Ssekandi, Francis M.	57
Traoré, Cheick	62
Ulianovschi, Xenofon	64
Vaz, Andrézia	69
Weinberg de Roca, Inés Mónica	71
Werfalli, Mohammed Ibrahim	74
Williams, Lloyd George	77

I. Introduction

Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale les curriculum vitae des candidats retenus par le Conseil de sécurité sur la liste des candidats proposés par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et par les États non membres ayant une mission permanente d'observation au Siège de l'Organisation en vue de l'élection des juges du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoires d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994. La liste des candidats retenus pour cette élection et les procédures de vote que doit suivre l'Assemblée générale figurent dans un mémorandum du Secrétaire général publié sous la cote A/57/492.

II. Curriculum vitae des candidats

Mansoor Ahmed (Pakistan)

Date de naissance : 7 mars 1942.

Diplôme : Licence en droit (1965) de l'Université du Sind (Pakistan).

Expérience professionnelle

Inscription au barreau en 1966. Nommé avocat à la Haute Cour de Lahore, en mars 1972. Inscrit sur la liste des avocats de la Cour suprême du Pakistan en 1983. Exerce depuis 36 ans et a, durant cette période, défendu devant les tribunaux supérieurs pakistanais des affaires constitutionnelles, pénales et civiles, y compris des affaires concernant les droits de l'homme.

Durant cette période, a exercé les fonctions de conseiller auprès de différents ministères. En 1992, a également été nommé Conseiller juridique permanent auprès du Gouvernement fédéral pakistanais. En 1996, a été nommé Procureur pour des affaires portant sur des questions de responsabilité, qui ont eu un large retentissement.

En 1991, nommé Procureur général adjoint du Pakistan, fonction qu'il a exercée jusqu'en mai 2001.

En tant que Procureur général adjoint, a défendu des affaires auxquelles l'État était partie, notamment des affaires criminelles au niveau de la Cour suprême et des tribunaux supérieurs pakistanais.

Promu juge à la Cour suprême de Lahore le 2 mai 2001. Dans le cadre de ses fonctions, a jugé de nombreuses affaires pénales et civiles, ainsi que des affaires concernant les droits de l'homme.

En tant que juge en activité, a été nommé Secrétaire de la Division du droit, de la justice et des droits de l'homme du Gouvernement pakistanais, fonction qu'il occupe encore à ce jour. À ce titre, dirige la branche chargée des droits de l'homme et s'est activement occupé d'affaires relatives aux droits de l'homme.

En tant qu'éminent avocat, a été élu, pour l'année 1992-93, Président de l'Ordre des avocats à Rawalpindi.

Juge en activité et Secrétaire de la Division du droit, de la justice et des droits de l'homme; a également acquis une solide réputation et une expérience approfondie en matière de droit international général, de droit international humanitaire et de droit international relatif aux droits de l'homme.

Teimuraz Bakradze

Date et lieu de naissance : 5 février 1950, Tbilissi (Géorgie).

Études et autres qualifications

- 1967-1972 Faculté de droit de l'Université d'État de Tbilissi.
Diplôme.
- 1977-1981 Institut d'études politiques et de droit de l'Académie des sciences
de l'ex-URSS, Moscou.
Études du troisième cycle.
Doctorat en droit international.

Activités professionnelles

- Depuis 2000 Directeur du Département de droit international, Ministère des
affaires étrangères (Géorgie).

Président du Conseil scientifique consultatif de la Géorgie pour les
questions de droit international.

Nommé expert juridique auprès du Comité des conseillers
juridiques en matière de droit international public du Conseil de
l'Europe.

Nommé représentant de la Géorgie au sein du Groupe d'États
contre la corruption (GRECO) du Conseil de l'Europe.
- 1997-2000 Ministre plénipotentiaire à la Mission permanente de la Géorgie
auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations
internationales à Genève.

Principales fonctions : collaboration avec le Haut Commissariat des
Nations Unies aux droits de l'homme et la Commission du droit
international (CDI).

Responsable des contacts avec les Rapporteurs spéciaux chargés
des questions de la torture et de l'indépendance des juges et des
avocats de la Commission des droits de l'homme.

Chef adjoint de la délégation géorgienne lors des 54e à 56e sessions
de la Commission des droits de l'homme, tenues à Genève en 1998,
1999 et 2000.
- 1993-1997 Ministère des affaires étrangères, Tbilissi.

Directeur du Département de droit international.

Fonctions : supervision de l'analyse juridique des traités
internationaux; préparatifs en vue de l'adhésion de la Géorgie aux
conventions de l'ONU, aux conventions européennes et autres
traités internationaux, etc.

A assumé des fonctions de médiateur lors de cinq séminaires et
ateliers organisés en Géorgie, sous les auspices du Conseil de
l'Europe.

En 1996 et 1997, représentant invité du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH) du Conseil de l'Europe.

Chargé de la conception et de la rédaction du projet du Haut Commissariat aux droits de l'homme visant à aider le Gouvernement géorgien à renforcer ses capacités et ses infrastructures de promotion et de protection des droits de l'homme (GEO/95/AHB/13).

1991-1992 Comité d'État chargé des relations extérieures dans le secteur de l'économie, Tbilissi.

Responsable du département juridique international.

1981-1991 Procureur, ministère public géorgien.

Directeur adjoint du Département des organes judiciaires au Ministère géorgien de la justice.

Juge dans des affaires pénales de première instance au Tribunal municipal de la Géorgie.

Juge dans des affaires pénales portées devant la Cour de cassation.

1972-1977 Université d'État de Tbilissi.

Assistant du recteur de l'université.

Formation

1990 Cours d'enseignement supérieur destinés à des juristes, Reno, Nevada (États-Unis).
Certificat.

1992 Université d'Europe centrale, Budapest.
Certificat.

1994 Cours d'été à l'École de relations internationales de Salzbourg (Autriche).
Certificat.

1996 Institut de droit international, Washington (États-Unis).

1997 Cours de droit commercial international, Osaka (Japon).
Certificat.

Distinctions particulières

Docent en Jurisprudence (maître de conférences). Candidat désigné par la Géorgie pour participer à la procédure de règlement pacifique des différends de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Maître de conférences à la faculté de droit de l'Université d'État de Tbilissi.

Langues

Géorgien (langue maternelle) : excellente connaissance.

Anglais : excellente connaissance.

Russe : excellente connaissance.

Ouvrages publiés

Auteur de nombreux ouvrages consacrés au droit international et aux droits de l'homme (disponibles sur demande en russe et en géorgien).

Kocou-Arsène Capo-Chichi (Bénin)

Date et lieu de naissance : 30 octobre 1946 à Cotonou.

Langues

Français : parfaite maîtrise.

Anglais : maîtrise moyenne de l'écrit et de la conversation, confirmée par un cours de perfectionnement à l'Anglo School de Londres.

Titres honorifiques

Chevalier de l'Ordre national du Bénin.

Officier de l'Ordre national du Bénin.

Éducation

Docteur en droit : droit économique – Mention : très honorable (juin 1987) –, Université d'Orléans (France).

Diplôme d'études approfondies : droit économique et droit des affaires (juin 1985), Université d'Orléans (France).

Diplôme de magistrat (février 1978) Centre de formation en administration publique.

Diplôme de maîtrise en droit privé, Option carrières judiciaires et droit des affaires (juillet 1975).

Diplôme de planification régionale – Mention : bien –, Institut panafricain pour le développement (Douala, Cameroun), juin 1971.

Baccalauréat, série scientifique, Porto-Novo, 1969.

Activités professionnelles

Nommé Conseiller à la Cour suprême le 7 novembre 2001.

Président de la Cour d'appel de Cotonou, 14 avril 1997-décembre 2001.

Directeur de Cabinet au Ministère de la justice, de la législation et des droits de l'homme, 28 avril 1996-15 avril 1997. Directeur de la législation et de la codification au Ministère de la justice et de la législation, 27 janvier 1995-15 avril 1997.

Conseiller juridique du Président de la République et Représentant du Gouvernement dans le cadre du projet pétrolier de Sémé (République du Bénin), 4 octobre 1988-30 juin 1991.

Conseiller technique juridique du Président de la République, 30 mai 1978-30 juin 1991.

Substitut du Procureur de la République de Cotonou, 27 avril 1978-30 mai 1978.

Conseiller par intérim à la Cour d'appel de Cotonou, 27 février 1978.

Recherches et publications

Monographie du Département du Mungo, au Cameroun (179 pages) publiée à Douala et à Genève en 1970.

Réorganisation des structures agricoles du Zou-Nord (105 pages) étude publiée à Douala et à Genève en 1971.

Dualisme dans le droit judiciaire privé en République du Bénin (Mémoire de maîtrise en droit privé, juillet 1975).

Problèmes et réorganisation de l'Office national des pharmacies (ONP), février 1978.

Les procédés de financement des contrats internationaux à terme : mode de règlement et garanties bancaires (Mémoire de D.E.A., Orléans, juin 1978).

La sous-traitance dans les marchés de développement : obligations et solutions des litiges (Thèse de doctorat en droit économique, Orléans, 22 juin 1987) L'Afrique face aux défis du nouvel ordre mondial (Exposé présenté à Accra (Ghana) devant le 5e Congrès annuel de la Société africaine de droit international et comparé, publié en janvier 1995 dans la revue *ASICL Proc.* 5 (1993), p. 197 à 212).

Coauteur du *Plaidoyer sur la réforme judiciaire au Bénin*, rédigé en août 1998 à la demande du PNUD – Cotonou.

Autres

Participation du 16 octobre au 11 novembre 1978 à Genève (Suisse) aux travaux de la Conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologies.

Membre du Comité de suivi du projet pétrolière de Sémé.

Participation, du 21 au 30 octobre 1987, à la session des experts pour les travaux du cinquième sommet de l'Autorité du bassin du Niger à N'Djamena.

Participation, de novembre 1988 à juin 1991, aux réunions statutaires (Comités des experts, Conseils des ministres) de l'Association africaine des producteurs de pétrole.

Membre du Comité des experts retenus par la Banque africaine pour le développement à Abidjan pour l'étude des effets du développement de l'énergie sur l'environnement (août 1994-janvier 1995).

Membre du Cabinet du Président en exercice de l'Organisation commune africaine et mauricienne, septembre 1979-décembre 1984, en qualité de Conseiller technique juridique nommé par le décret No 79-235 du 13 septembre 1979.

Président en exercice du Comité de révision de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine (juin 1981-novembre 1984).

Membre du Conseil d'administration de la Société bénino-nigérienne des ciments d'Onigbello (juillet 1978-décembre 1984).

Membre de la délégation du Bénin aux 51e, 52e et 53e sessions de la Commission des droits de l'homme de l'ONU tenues à Genève (1995-1997).

Participation, du 25 juin 1995 au 4 août 1995 à Genève et à Strasbourg, au cours d'été sur l'évolution et la pratique des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Participation, du 9 au 14 décembre 1990, au Séminaire international sur les interactions entre le progrès scientifique, l'environnement et le développement, tenu à Prague.

Participation, du 20 au 24 septembre 1993 à Accra (Ghana), au cinquième Congrès annuel de la Société africaine de droit international et comparé sur le thème : Le système des Nations Unies et le nouvel ordre mondial.

Participation, du 20 au 27 novembre 1993 à Rabat (Maroc), au vingt-troisième Congrès annuel de l'Institut international de droit d'expression et d'inspiration françaises (IDEF) sur le thème : Aspects institutionnels et juridiques des relations entre économies industrialisées et économies en développement ou en transition.

Membre du corps enseignant de l'Institut des droits de l'homme et de promotion de la démocratie : la démocratie au quotidien (Cotonou).

Membre de l'IDEF, Paris.

Président du Présidium des états généraux sur la réforme judiciaire au Bénin, organisés en novembre 1997.

Participation à Cotonou, Paris et Genève à plusieurs séminaires sur la propriété intellectuelle organisés par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle de 1999 à 2001.

Membre du Comité de pilotage du Programme intégré de renforcement des systèmes juridique et judiciaire du Bénin.

Frederick Mwela Chomba (Zambie)

Date de naissance : 2 février 1936.

Profession

Avocat, Honourable Society of the Inner Temple, Londres, décembre 1965.

Avocat et avoué auprès de la Cour suprême de Zambie, 1967.

Fonctions exercées

Actuellement	Directeur de l'Institut supérieur de formation juridique de Zambie, Lusaka (depuis le 1er octobre 1999).
1958-1965	Fonctionnaire de l'Administration de la Rhodésie du Nord.
Décembre 1965- février 1970	Magistrat de deuxième classe, puis Resident Magistrate et premier Resident Magistrate exerçant des fonctions administratives et judiciaires en tant que chef de poste à Chingala, Kitwe et Livingstone, respectivement.
Février 1970- décembre 1973	Juge à la Haute Cour de Zambie à Ndola; juge doyen de 1971 à décembre 1973.
Janvier 1974- mars 1977	Nommé enquêteur-général (médiateur), créant la fonction et assumant la direction du service jusqu'à la mi-mars 1977.
Mars 1977- juin 1978.	Juge à la Cour suprême.
Juin 1978 décembre 1980	Nommé au Parlement et Ministre de la justice et Procureur général. Exerce des fonctions parlementaires. Premier Conseiller juridique auprès du Gouvernement (titre équivalant à « Queen's Counsel of England and Wales »).
Octobre 1978	Élu au Parlement. Nommé à nouveau Ministre de la justice et Procureur général.
1979	Promu au rang de State Counsel à la Cour suprême de Zambie.
Décembre 1980- avril 1986	Ministre de l'intérieur (responsabilités en matière de police, d'immigration, de nationalité, de prisons, d'enregistrement national, etc.).
Octobre 1983	Réélu au Parlement et nommé à nouveau Ministre de l'intérieur.
Mai 1986-1987	Nommé à nouveau juge à la Cour suprême. A exercé les fonctions de Président de la Cour en l'absence de ce dernier.
1987-1991	Ministre de la justice et Procureur général.

1991 Nommé juge de la Zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique orientale et australe. A abandonné ses fonctions ministérielles après la défaite de United National Independence Party aux élections législatives d'octobre 1991.

Fonctions à l'étranger

1993 Juge invité à la Cour suprême de Namibie.

Novembre 1993-
octobre 1994 Juge à la Cour d'appel de Gambie.

11 novembre 1994-
30 juin 1999 Président de la Cour d'appel de Gambie jusqu'à la fin du contrat de services.

Juillet 1999 A décliné le renouvellement de son contrat en tant que Président de la Cour d'appel de Gambie. Retourne en Zambie.

Depuis septembre 2000 Juge invité à la Cour suprême de Namibie.

Pratique privée

1992-1993 Mutinondo Chambers, Chester House, Cairo Road, Lusaka.

Participations à des conférences internationales

1973 Séminaire sur les droits de l'homme, Dar es-Salaam (Tanzanie), organisé par la Division des droits de l'homme de l'ONU.

1976 Séminaire sur « Les droits de l'homme dans un État à parti unique », Dar es-Salaam, organisé par la Commission internationale de juristes.

1976 Première Conférence internationale de médiateurs, Edmonton, Alberta (Canada).

1977 Séminaire sur les droits de l'homme, Monrovia, parrainé par la Commission internationale de juristes. Chef de la délégation zambienne. Ce séminaire a été à l'origine de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

1982-1985 A participé à plusieurs conférences internationales sur les réfugiés à Genève.

1986 Conférence internationale de juges dans le Massachusetts (États-Unis).

1990 Conférence de l'Association du barreau africain, Abuja.

1995 Colloque organisé à l'intention des juges des pays d'Afrique sur le thème de la propriété intellectuelle, à Accra.

1997	Neuvième Conférence annuelle de la Société africaine de droit international et de droit comparé sur le thème : Structures juridiques pour un plus grand respect de la primauté du droit, Abidjan (en qualité d'expert).
Octobre 1998	Conférence sur l'indépendance de la magistrature, organisée à Maurice par le Centre d'études africain sur les droits de l'homme et la démocratie (en qualité d'expert).
Mars 2000	Exposé sur le droit et les politiques en matière de migrations en Afrique australe lors d'un séminaire organisé par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à Lusaka.

Publications

Functions of the Investigator-General (Ombudsman) of Zambia – publication du Gouvernement zambien, 1974.

Human Rights in a One-Party State – publié par la Commission internationale de juristes, Genève, 1976.

Divers

Juillet 2000 – Exposé sur la loi zambienne de 1996 portant amendement à la loi sur l'ordre public : évolution de 1964 à 1996, présenté lors d'un séminaire organisé par la Commission permanente des droits de l'homme à Lusaka.

Plusieurs communications en Zambie et en Gambie, en qualité d'expert, sur différents thèmes – « L'indépendance de la magistrature », « L'indépendance de la magistrature sous un régime militaire », « La propriété intellectuelle », « Les droits de l'homme », etc.

A rédigé et rendu plusieurs arrêts importants à la Haute Cour et à la Cour suprême de Zambie ainsi qu'à la Cour d'appel de Gambie.

Activités sociales et loisirs

1990-1993	Président du YMCA de Zambie.
1983-1986	Président du Golf Club de Lusaka. Membre de la Law Association of Zambia.
1968-1970	Rotary Club de : Livingstone
1970-1973	Ndola
Depuis 1996	Membre du Comité consultatif du Centre d'études africain sur les droits de l'homme et la démocratie à Banjul (Gambie).
<i>Président</i>	De Ndola Nutrition Group, de 1971 à 1973.

De l'Association parents-enseignants de l'école de filles de Lusaka, de 1975 à 1980.

Du National Council for Law Reporting (Gambie), de 1994 à 1999.

Voyages

Afrique, Moyen-Orient, Europe, Amérique du Nord, ex-Union soviétique, Inde, République populaire démocratique de Corée, Australie et Nouvelle-Zélande.

Langues

Excellente connaissance de l'anglais écrit et parlé; bonne connaissance de plusieurs langues zambiennes.

Pavel Dolenc (Slovénie)

Juge au Tribunal pénal international pour le Rwanda

Date et lieu de naissance : 11 janvier 1942 à Pijava gorica, Ljubljana.

Formation

- | | |
|------|--|
| 1970 | A passé l'examen du barreau requis pour exercer la fonction de juge, de procureur, d'avocat ou de notaire en Slovénie. |
| 1967 | Diplôme de la faculté de droit de l'Université de Ljubljana (mémoire sur la nouvelle défense sociale en criminologie). |
| 1962 | Diplôme de l'école normale de Ljubljana (après cinq années d'études primaires et les études secondaires). |

Expérience professionnelle

- | | |
|----------------|---|
| Février 1999 | Juge au Tribunal pénal international pour le Rwanda, Arusha (Tanzanie) (mandat expirant en mai 2003). |
| 1997-1988 | Juge à la Cour suprême de Slovénie, Département de la justice pénale.
Procureur en chef des services du parquet à Ljubljana. |
| 1985 | A dirigé le Bureau fédéral pour l'inspection des marchés de l'ex-Yougoslavie, Belgrade. |
| Septembre 1981 | Procureur adjoint au parquet de Ljubljana. |
| 1970-1981 | Procureur suppléant, procureur adjoint puis procureur principal au parquet de Koper (Slovénie). |

Organisations professionnelles

Membre de l'Association des juges de Slovénie, de l'Association des juristes de Slovénie et de la société de droit pénal et de criminologie de Slovénie.

Activités professionnelles

Depuis 1994, il est membre du Jury d'examen du Ministère de la justice de la République de Slovénie; il a donné des conférences et rempli les fonctions d'examineur lors des séminaires organisés à l'école d'administration de Ljubljana; a participé activement aux séminaires organisés par la Cour suprême, le Ministère public et d'autres organes de l'État.

Il a participé et contribué à plusieurs séminaires internationaux qui ont été organisés en 1993 à Strasbourg par le Comité pour les questions pénales du Conseil de l'Europe sur le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie; a participé à trois séminaires organisés à Budapest (Hongrie) : en 1993, sur l'objection de conscience, en 1995, sur la justice militaire et en 1998, sur le blanchiment d'argent.

Certains de ses exposés ont été publiés dans deux revues de droit slovènes (*Pratique du droit* et *Journal judiciaire*). Une étude sur les poursuites intentées contre les criminels de guerre du point de vue du droit pénal slovène a été publiée dans le *Criminal law forum* publié par l'University d'État de Rutgers (New Jersey, États-Unis d'Amérique).

Il a participé aux travaux du groupe de travail du Ministère de la justice chargé d'établir un projet de directives pour l'application de la résolution 827 du Conseil de sécurité ainsi qu'à l'élaboration du Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et travaux préparatoires en vue de la ratification de l'accord avec l'OTAN en ce qui concerne l'harmonisation de la législation pénale.

Connaissances linguistiques

Il a étudié l'anglais pendant huit ans à l'école secondaire et à l'école normale et a obtenu un certificat d'aptitudes délivré par le British Council.

Egorov, Serguei Alekseevitch (Fédération de Russie)

Né en 1946.

Présentes fonctions : Professeur, Directeur adjoint de la chaire de droit international de l'Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie.

Domaines d'activité principale : Droit international public, y compris le droit international humanitaire.

Est sorti en 1977 de la faculté de droit international de l'Institut d'État de Moscou des relations internationales du Ministère des affaires étrangères de l'URSS. A soutenu en 1984 une thèse de candidature et en 1999 une thèse de doctorat en droit international. A le grade de docteur en droit et le titre de professeur.

Activités professionnelles : aux niveaux national et international

Recruté en 1977 en qualité de rédacteur principal du Comité exécutif de la Fédération des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de l'URSS, chargé des relations avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Chargé de diverses questions de droit humanitaire, y compris les problèmes de mise en oeuvre. A participé aux préparatifs de ratification des deux Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949. En 1978, a suivi un stage au CICR et a participé à l'élaboration des programmes d'aide aux sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge (Suisse).

A dirigé à plusieurs reprises la délégation de la Croix-Rouge soviétique, notamment au séminaire européen sur le droit international humanitaire (Pologne, 1979).

De 1984 à ce jour : chargé de cours, professeur, Directeur adjoint de la chaire de droit de l'Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie. Vice-Président du Conseil spécial de l'Académie diplomatique pour les soutenances de thèses en droit international. Enseigne le droit international, spécialiste des problèmes du droit international humanitaire. A donné des conférences sur le droit international en Afghanistan (1986), et en Bulgarie (1988) et des cours de droit international humanitaire en Pologne (1989). A effectué des recherches sur des problèmes de droit international humanitaire à l'ONU (1987, 1991). Membre de la délégation russe à la Conférence américano-russe sur la société civile et les forces armées à Moscou et à Seattle (1996). A formé des centaines de spécialistes du droit international, dont la plupart travaillent au Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie ainsi que dans d'autres établissements et organisations publiques et sociales du pays.

À partir de 1995, membre du Conseil d'experts du droit international auprès de la présidence de la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie. Membre de l'Association russe de droit international. Membre du Comité de rédaction de l'*Annuaire russe de droit international*. Membre de la Commission internationale chargé d'évaluer sur le plan juridique la situation internationale autour de la Yougoslavie.

Publications : A publié plus de 40 ouvrages sur des problèmes de droit international (monographies, articles scientifiques, etc.) parmi lesquels :

« Nouveau droit humanitaire des conflits armés ». Annotations. Revue d'analyse INION de l'Académie des sciences de l'URSS. Moscou, 1980, série 4, No 6 (en russe).

« Les mercenaires et le droit international ». Revue *Croix-Rouge soviétique*, No 12, 1980 (en russe).

« Droit coutumier humanitaire africain ». Annotations. Revue d'analyse INION de l'Académie des sciences de l'URSS. Moscou, 1981, série 4, No 3 (en russe).

« Terroristes et droit international ». Revue *Croix-Rouge soviétique*, No 9, 1981 (en russe).

« L'ONU et le développement progressif des normes de droit international adoptées en période de conflit armé ». Recueil de travaux scientifiques de la chaire de droit international. Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères de l'URSS, 1985 (en russe).

Dictionnaire du droit international (2e éd.). Moscou, éd. Relations internationales (MO), 1985 (coauteur) (en russe).

« La lutte de l'URSS en faveur de l'humanisation des lois et coutumes de la guerre ». Manuel didactique, Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères de l'URSS, 1986 (en russe).

« Le droit international ». Manuel, Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères de l'URSS, 1989, chapitres : sources du droit international, droit des conflits armés, droit en matière de sécurité internationale (en russe).

« Défense des établissements civils en droit international ». *Annuaire soviétique de droit international*; éd. Naouka, 1985 (en russe).

« Conflits régionaux et droit international ». Manuel didactique. Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères de l'URSS, 1988 (en russe).

Conflits armés : droit, politique, diplomatie. (Monographies), Moscou, éd. MO, 1989 (coauteur) (en russe).

Articles : « International Conflicts and International Law »; « Prevention and Peaceful Resolution of International Conflicts in International Law and Security ». « Military and Political Dimensions etc. ». « U.S.-Soviet Dialogue », New York, 1991 (en anglais).

« Première Conférence de la paix de La Haye : histoire et actualité ». *Annuaire soviétique de droit international*. Moscou, éd. Naouka, 1992 (en russe).

« Conflits armés et droits de l'homme ». *Annuaire diplomatique*. Moscou, éd. MO, 1992 (en russe).

Dictionnaire des droits de l'homme. Moscou, éd. MO, 1993 (coauteur) (en russe).

« Considérations sur les obligations de la Fédération de Russie en droit des conflits armés dans la législation nationale ». *Revue de droit international de Moscou*, 1997, No 3 (en russe).

Droit international : manuel. Moscou, éd. MO, 1998 (coauteur), chapitres : Règlement pacifique des différends internationaux; Préservation de la sécurité internationale; Conflits armés et droit international (en russe).

The Kosovo crisis and the law of armed conflicts-- International Review of the Red Cross, mars 2000, vol. 82, No 837, p. 183 à 192 (en anglais).

Problèmes actuels du droit des conflits armés : ouvrage didactique, manuel. Moscou, Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie, 2000 (en russe).

Droit international : manuel. Moscou, Le Juriste, 2001 (coauteur), chapitres : Règlement pacifique des différends internationaux; Droit des traités internationaux; Droit en matière de sécurité internationale; Droit des conflits armés (en russe).

Conflits armés et droit international (monographie). Moscou, Institut indépendant de droit international de Moscou, 2002 (sous presse) (en russe).

Distinctions honorifiques : divers ordres et médailles.

Connaissances linguistiques : russe (langue maternelle), anglais (parle et lit couramment), français (lit).

Robert Fremr (République tchèque)

Date de naissance : 8 novembre 1957.

Fonctions actuelles

Haute Cour de la République tchèque. Président, Section pénale (Président de la Chambre d'appel).

Fonctions antérieures

Haute Cour de la République tchèque. Juge, Section pénale (1989-2002).

Tribunal municipal, Prague. Juge, Section pénale (1986-1989).

Tribunal de district, Prague. Juge, Section pénale (1983-1986).

Études

Études de troisième cycle à la faculté de droit de l'Université Charles, à Prague (droit pénal), 1989-1990.

Docteur en droit (faculté de droit de l'Université Charles), 1981.

Faculté de droit de l'Université Charles, 1976-1980.

Autre formation

Académie de droit international de La Haye, cours sur les droits de l'homme.

Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg, voyage d'études.

Université d'Édimbourg, stage consacré au droit européen.

Bourse d'échanges Eisenhower, États-Unis.

Aptitudes linguistiques

Anglais.

Autres activités

Conférencier extérieur à la Faculté de droit de l'Université Charles (droit pénal).

Conférencier dans le cadre de cours destinés à des juristes et des juges, organisés par le Ministère de la justice de la République tchèque.

Activités internationales pertinentes

1995-2001 Représentant de la République tchèque au sein du Groupe multidisciplinaire sur la corruption du Conseil de l'Europe, Premier Président du Groupe de travail sur le financement des partis politiques.

Depuis 2000 Représentant de la République tchèque au Conseil consultatif des juges européens.

- 1997-2000 Représentant de la République tchèque dans le cadre du projet OCTOPUS (projet conjoint du Conseil de l'Europe et de la Communauté européenne) contre la corruption et le crime organisé.
- Depuis 2002 Membre du Groupe d'experts pour la mise en place d'équipes d'évaluation, Groupe d'États contre la corruption (GRECO).

Asoka de Zoysa Gunawardana (Sri Lanka)

Activité professionnelle : Juge à la Chambre d'appel du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda.

Date de naissance : 6 août 1942.

Qualifications professionnelles

Avocat à la Haute Cour de justice d'Australie et à la Cour suprême de la Nouvelle-Galles du Sud (à compter du 2 novembre 1984).

Avocat à la Cour suprême de Sri Lanka (à compter du 12 juin 1967). A été reçu avec mention très bien aux examens préliminaire et intermédiaire pour l'admission au barreau et a obtenu chaque fois une bourse.

Qualifications universitaires

LL. B. Université de Ceylan, Colombo (Sri Lanka) (1969).

Ph. D. Université de Sydney (Australie) (1986). Sa thèse de doctorat a porté sur certains des aspects du droit régissant les investissements internationaux sous l'angle des pays du tiers monde. A également mené une étude comparative du droit des investissements à Singapour, à Sri Lanka, en Arabie saoudite, au Nigéria et au Mexique.

Obtention d'un diplôme portant sur les droits de l'homme à l'Institut Raoul Wallenberg de l'Université de Lund (Suède) (1993).

Expérience professionnelle

Inscrit au barreau sri-lankais depuis juin 1967. Après avoir exercé dans un cabinet privé jusqu'en janvier 1972, est entré en tant que Conseiller de la Couronne au Ministère de la justice, où il s'est occupé aussi bien d'affaires civiles que pénales. A représenté la Couronne puis l'État, tant au civil qu'au pénal, dans les tribunaux de première instance et devant les cours d'appel. A notamment présenté au pénal des actes d'accusation et a représenté le ministère public dans plus de 1 500 affaires concernant des crimes punissables de la peine de mort tels que meurtres, tentatives de meurtre, viols et vols qualifiés. A plaidé dans des affaires graves et présenté des requêtes en cour d'appel et à la Cour suprême. A également fourni des conseils juridiques à divers ministères et institutions publiques, concernant des affaires tant civiles que pénales.

Promu au rang de Conseiller d'État principal en 1978. S'est acquitté à ce titre de la supervision des travaux de plusieurs conseillers d'État.

A dirigé devant la Haute Cour l'équipe chargée de soutenir l'accusation lors du procès pour meurtre de Chandrasekera Dias, qui concernait le décès d'un expert sri-lankais des Nations Unies. L'accusation reposait sur des preuves indirectes et le procès a duré plus de 50 jours.

Nommé Solicitor-General adjoint à Sri Lanka en février 1986. A représenté le ministère public en 1986 devant la Commission présidentielle spéciale chargée

d'enquêter sur la corruption et l'abus de pouvoir de la part de ministres, parlementaires et autres hauts fonctionnaires.

Nommé juge à la Cour d'appel de Sri Lanka le 21 mars 1988. Cette cour entend les appels des jugements rendus par l'ensemble des tribunaux de première instance, notamment la Haute Cour, le tribunal de district, le tribunal de police et correctionnel, le tribunal de grande instance, le tribunal du travail, le Tribunal agricole et autres institutions similaires. Elle s'occupe également d'ordres d'*habeas corpus*, de *brefs de certiorari*, de défenses de statuer, d'ordonnances d'exécution et autres ordonnances de prérogative (*quo warranto*).

Nommé Président de la Cour d'appel de Sri Lanka le 10 avril 1996.

Nommé juge à la Cour suprême de Sri Lanka le 10 décembre 1996. La Cour suprême est l'organe d'appel ultime des jugements rendus par les juridictions inférieures. Les questions constitutionnelles ou portant sur la protection des droits fondamentaux et sur les demandes d'invalidation d'élections sont aussi de son ressort. Elle peut également donner des avis consultatifs.

Nommé juge au Tribunal pénal international pour le Rwanda à compter du 31 mai 1999.

Juge à la Chambre d'appel du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et au Tribunal pénal international pour le Rwanda, depuis septembre 2001.

Activités universitaires

Publications

Invité à prendre la parole devant l'American Society of International Law (ASIL) lors de sa 86e réunion annuelle, en 1992, sur les traités d'investissement bilatéraux. Intervention publiée dans les *Actes de la 86e réunion annuelle de l'ASIL* (p. 544 à 550).

A présenté une communication sur le rôle de l'arbitrage dans le règlement des différends dans la région de l'Asie et du Pacifique à la Conférence de la Law Association for Asia and the Pacific (LAWASIA) (septembre 1993). Communication publiée dans les *Actes de la Conférence*.

A participé en 1993 au débat consacré à la paix et aux droits de l'homme à l'Institut de droit public international et de relations internationales de l'Université Aristote de Thessalonique (Grèce) et y a fait une conférence sur le droit à l'autodétermination et son importance pour le concept de souveraineté nationale. Texte de la Conférence publié dans le *Thesaurus Acroasium*, 1993.

Publication de « An Asian Perspective of Human Rights ». (Perspectives asiatiques en matière de droits de l'homme) dans le *Singapore Journal of Legal Studies*, décembre 1994 (p. 521 à 530).

A fait une communication intitulée « The Spread of Child Abuse: A Real Danger to Children's Rights and Health » (La propagation de la violence à l'égard des enfants : un véritable danger pour les droits et la santé des enfants) à la quatorzième Conférence de la LAWASIA, tenue à Beijing en août 1995, et y a présidé des séances. Communication publiée dans les *Actes de la Conférence*.

A participé en 1995 aux débats consacrés à la justice internationale à l'Institut de droit public international et de relations internationales de l'Université Aristote de Thessalonique (Grèce) et y a fait une conférence sur le thème : « Conseil de sécurité et Cour internationale de justice : divergence ou concordance », dont le texte a été publié dans le *Thesaurus Acroasium*, 1995.

Invité à prendre la parole lors de la table ronde consacrée à la Convention relative aux droits de l'enfant, lors de la 91^e réunion annuelle (1997) de l'American Society of International Law. Dans son intervention, qui est publiée dans les *Actes de la 91^e réunion annuelle de l'ASIL*, p. 86 à 88, il a parlé de l'adhésion à des traités bilatéraux et des difficultés rencontrées pour traduire en justice les auteurs d'infractions en raison de conflits de compétence.

Invité à prendre la parole devant l'American Society of International Law, à sa 94^e réunion annuelle (2000), sur le thème : « L'évolution des règles de fond de la justice pénale internationale grâce aux tribunaux pénaux internationaux et à la Cour pénale internationale ». Le texte de cette intervention a été publié dans les *Actes de la 94^e réunion annuelle de l'ASIL*.

Participation à des conférences

A participé à la 87^e réunion annuelle (1993) de l'American Society of International Law et a pris part à la réunion-débat sur les nouvelles tendances en matière de règlement des différends internationaux et sur le rôle difficile de l'Organisation des Nations Unies au lendemain de la guerre froide. (*Actes de la 87^e réunion annuelle de l'ASIL*, p. 14, 15 et 193).

A participé à des ateliers lors de la deuxième Conférence de droit international d'Amsterdam sur les peuples et les minorités dans le droit international, 18-20 juin 1992.

A présenté une communication sur la multiplication et l'importance des traités relatifs aux investissements bilatéraux, s'agissant en particulier de Sri Lanka, lors d'un séminaire sur les possibilités d'investissement et les lois relatives à la protection des investisseurs, organisé par l'Association of Persons of the Legal Communities of the SAARC Countries (SAARCLAW) à Sri Lanka, les 11 et 12 juillet 1992.

A participé en tant qu'expert sri-lankais à un séminaire organisé par la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), tenu à Sri Lanka du 9 au 11 janvier 1993, et a présidé la réunion-débat sur le règlement des différends commerciaux.

A participé à la cinquième Conférence de la SAARCLAW tenue à Dhaka (Bangladesh) du 27 au 29 décembre 1996 et présidé la séance concernant les mauvais traitements infligés aux femmes et aux enfants et la réponse apportée au problème sur le plan juridique.

A participé à la Conférence organisée pour célébrer le cinquantenaire de la faculté de droit de l'Université de Colombo et a présidé la session de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, tenue à Sri Lanka, du 23 au 26 juillet 1998.

A participé, à l'invitation de INTERRIGHTS, au Colloque judiciaire portant sur l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme, tenu à Bangalore (Inde), du 28 au 30 décembre 1998.

À participé à la 93e réunion annuelle de l'American Society of International Law, tenue à Washington, du 24 au 27 mars 1999.

Nominations

A fait à diverses occasions partie du Conseil d'arbitrage de l'International Centre for the Settlement of Investment Disputes (Centre international pour le règlement des différends en matière d'investissements), Washington.

Conférencier et examinateur invité à l'Université de Colombo dans le cadre d'un cours sanctionné par un diplôme de droit commercial international.

À diverses reprises, membre d'un jury de thèse de droit à l'Université de Colombo.

Mehmet Güney (Turquie)

Ambassadeur.

Juge aux Chambres d'appel des Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda.

Date et lieu de naissance : 3 mai 1936, Siirt (Turquie).

Études

Diplômé, lauréat de prix, faculté des sciences politiques, Université d'Ankara.

Diplômé, faculté de droit, Université d'Ankara.

Diplôme de l'Institut d'administration publique pour la Turquie et le Moyen-Orient.

Diplôme en droit et sciences économiques du Centre universitaire européen de Nancy (France).

Langues

Français, anglais, espagnol.

Activités professionnelles

1959-1964	Assistant administratif au Cabinet du Gouverneur d'Ankara.
1965-1970	Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères, Ankara.
Depuis 1965	Avocat; membre du barreau d'Ankara.
1970-1975	Conseiller aux affaires juridiques, Mission permanente de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York.
1975-1977	Conseiller juridique principal au Ministère des affaires étrangères, Ankara.
1977-1979	Conseiller aux affaires juridiques à l'ambassade de la Turquie à La Haye.
1980-1982	Conseiller aux affaires juridiques, Mission permanente de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York.
1982-1985	Adjoint au Conseiller juridique en chef au Ministère des affaires étrangères, Ankara.
1984-1989	Juge au Tribunal européen de l'énergie nucléaire, Paris.
1985-1989	Conseiller juridique en chef au Ministère des affaires étrangères, Ankara.
1989-1993	Ambassadeur de Turquie à La Havane (Cuba).
1er janvier 1992	Élu par l'Assemblée générale des Nations Unies membre de la Commission du droit international pour un mandat de cinq ans.

1993-1995	Ambassadeur de Turquie à Singapour.
Septembre 1995	Membre de la Commission d'enquête internationale au Burundi (nommé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies).
1995-1998	Ambassadeur extraordinaire, Ministère des affaires étrangères, Ankara.
1998-1999	Ambassadeur de Turquie en Indonésie.
1999-2001	Juge au Tribunal pénal international pour le Rwanda, Arusha (République-Unie de Tanzanie).
De 2001 à ce jour	Juge aux Chambres d'appel des Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, La Haye.

Activités internationales

Membre suppléant de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1968).

A représenté la Turquie dans les instances suivantes :

Neuvième (mars 1968), dixième (novembre 1968) et douzième (décembre 1969) sessions du Comité européen de coopération juridique.

Première (novembre 1969) et deuxième (mars 1970) sessions du Sous-Comité du Comité européen de coopération juridique.

Deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, avril-mai 1969).

Première session extraordinaire de la Commission des stupéfiants (Genève, janvier 1970).

Comité du projet de convention internationale sur le contrat de voyage (Strasbourg, mars 1970).

Comité spécial chargé d'un échange de vues sur le rapport de la troisième session de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) (Strasbourg, mars 1970).

Chef de la délégation turque à la Conférence diplomatique sur les contrats de voyage (Bruxelles, avril 1970).

Colloque organisé par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) sur le règlement pacifique des différends (New York, juin 1973).

Sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et représentant à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée en 1970, 1971, 1973-1975, 1978, 1980, 1981, 1983-1986 et 1989-1994.

Vingt-huitième session de la Commission des droits de l'homme (New York, 1971).

Comité spécial du terrorisme international (New York, juillet-août 1973).

Vice-Président de la vingtième session extraordinaire de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) (Rome, août-septembre 1973).

Conférence internationale sur le droit aérien (Rome, août-septembre 1973).

Troisième à sixième session (New York et Genève, 1971-1974) du Comité spécial pour la définition de l'agression.

Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (février-mars 1981 et février-mars 1982).

Chef de la délégation turque à la Conférence des Nations Unies sur la représentation des États dans leurs relations avec les organisations internationales (Vienne, février-mars 1975).

Représentant à la Conférence des Nations Unies sur l'eau (Mar del Plata, Argentine, mars 1973).

Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, première, troisième, quatrième et septième à onzième sessions (1973, 1975, 1977-1982).

Comité d'experts sur la Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de traités – Conseil de l'Europe (Strasbourg, juin 1978).

Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales (New York, avril-mars 1980).

Comité spécial sur les aspects juridiques de l'asile territorial et les réfugiés (Strasbourg, mars 1979).

Dix-neuvième session du Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif (ONU) (New York, novembre 1979).

Première (1981) et deuxième (1982) sessions du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, New York.

Représentant à la Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'État (Vienne, 1983).

Chef de la délégation turque à la deuxième Conférence des Parties chargée de l'examen du Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol (Genève, 1983).

Arbitre inscrit au Centre régional d'arbitrage commercial du Caire, depuis 1985.

Chef de la délégation turque à la réunion d'experts de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) chargés de poursuivre l'examen et l'élaboration d'une méthode généralement acceptable de règlement pacifique des différends en vue de compléter les méthodes existantes (Athènes, 1984).

Rapporteur de la Sixième Commission (juridique) à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Juge au Tribunal européen pour l'énergie nucléaire (1984-1989).

Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'une convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (Vienne, 1988).

Chef de la délégation turque au huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (La Havane, 1990).

Membre du Groupe international d'arbitres accrédités au Centre international d'arbitrage de Singapour, depuis 1993.

Comité consultatif juridique africano-asiatique, vingt-quatrième (1985) et trente-troisième (1994) sessions.

Chef de la délégation turque à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale (Rome, 1998).

Négociations menées au nom du Gouvernement turc

Membre de la délégation turque aux négociations suivantes :

Négociations entre la Turquie et la Grèce sur le plateau continental de la mer Égée (1975-1979).

Négociations entre la Turquie et la Grèce sur l'espace aérien de la mer Égée (Paris, 1976).

Négociations entre la Turquie et la Bulgarie sur les questions concernant la détermination du tracé de la frontière aux bouches de la Mutludere/Rezovska, la délimitation des eaux de la baie de la Mutludere/Rezovska, la mer territoriale et le plateau continental (Sofia, 1984).

Une notice biographique figure également dans le *Who's Who in the United Nations* et dans *Euro Who's Who* (*Who's Who* des Communautés européennes et autres organisations européennes, 4e et 5e éd.).

Michel Mahoué (Cameroun)

Date et lieu de naissance : 17 mai 1957 à Kribi.

Profession : magistrat.

Qualifications

Études supérieures

Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Yaoundé (1977-1981).

École nationale de la magistrature (ENAM) (1981-1983).

Université de Paris X-Nanterre et Nantes (1997-1998).

Université de Paris II (Panthéon-Assas) depuis 1999.

Diplômes obtenus

Diplôme d'études universitaires générales en droit privé en 1979 (Yaoundé).

Licence en droit privé (régime de 4 ans) en 1981.

Diplôme interuniversitaire de 3e cycle en « Droits fondamentaux » des Universités de Paris X-Nanterre et de Nantes (1998).

Diplôme de l'École nationale d'administration et de magistrature, section magistrature en 1983 (major au concours d'entrée en 1981 et major de promotion à la sortie de 1983).

Carrière professionnelle

Grade : Magistrat de quatrième grade 2e échelon.

Date d'intégration dans la magistrature : 1983.

Service utilisateur : Ministère de la justice.

Postes occupés :

Attaché au Parquet général près la Cour d'appel du littoral à Douala de 1983 à 1986.

Procureur de la République près les tribunaux d'Abong-Mbang et du Haut-Nyong de 1986 à 1989.

Conseiller à la Cour d'appel de l'extrême-nord à Maroua de 1989 à 1991.

Vice-Président à la même Cour de 1991 à 1994.

Vice-Président à la Cour d'appel du littoral à Douala de 1994 à 1998.

Sous-Directeur de la législation pénale au Ministère de la justice de 1998 à 2000.

Inspecteur à l'Inspection générale des services judiciaires au Ministère de la justice depuis décembre 2002.

Participation à des séminaires, stages, congrès, autres forums et négociations internationales

Séminaire de perfectionnement en « *common law* » en français organisé conjointement par l'ENAM et le Centre international de la « *common law* » en français de l'Université de Moncton au Canada (Yaoundé du 14 au 23 juin 1993).

Séminaire sur « L'administration des juridictions » organisé par l'École nationale de la magistrature de France à Paris du 26 octobre au 13 novembre 1998.

Stage au Tribunal de grande instance d'Albertville en France du 2 au 11 novembre 1998.

Congrès de l'Union internationale des magistrats à San Juan, Porto Rico du 12 au 16 octobre 1997.

Réunion du Groupe régional africain de l'Union internationale des magistrats à Abidjan, avril 1998.

Congrès de l'Union internationale des magistrats, à Porto (Portugal), septembre 1998.

Membre de la délégation du Cameroun aux travaux de la Commission préparatoire pour la Cour pénale internationale, New York, première à dixième session (1999-2002).

Séminaire sur « L'accès des victimes à la Cour pénale internationale » organisé par le Gouvernement français à Paris, avril 1999.

Membre de la délégation camerounaise à la défense du troisième rapport périodique du Cameroun au Comité des droits de l'homme des Nations Unies (soixante-septième session) à Genève, octobre 1999.

Symposium international de formation et de recyclage destiné aux juristes des P. V. D. et à leurs partenaires européens sur le thème : « Le droit des transports maritimes internationaux à l'aube du XXIe siècle » à Nantes, juillet 2002.

Deuxième Conférence annuelle de « The International Corrections and Prisons Association » à Cape Town en Afrique du Sud, août 2000.

Membre de la délégation camerounaise à la défense du deuxième rapport périodique du Cameroun au Comité contre la torture des Nations Unies à Genève, novembre 2000.

Séminaire sous-régional d'information et de sensibilisation sur la Cour pénale internationale sur le thème « Les pays de la Communauté économique des États d'Afrique centrale et la Cour pénale internationale : enjeux et perspectives » organisé à Yaoundé, en février 2001, par le Gouvernement camerounais.

Colloque sur la justice pénale internationale organisé à Limoges, en novembre 2001, par « Les entretiens d'Aguesseau ».

Activités paraprofessionnelles

Président de l'Amicale des jeunes magistrats camerounais (AJMC).

Directeur de publication des revues *AJMC News* et *Cahiers de l'AJMC*.

Organisateur de tables rondes et conférences sous l'égide de l'AJMC sur les thèmes suivants :

« La criminalité informatique » (Yaoundé, ENAM, novembre 1996);

« La saisie des navires au regard du nouveau Code de la marine marchande » (Douala, janvier 1997);

« Les Règles de Hambourg et le nouveau régime juridique de responsabilité du transporteur maritime » (Douala, janvier 1998).

Enseignant vacataire à l'ENAM (Division judiciaire).

Corédacteur du deuxième rapport périodique du Cameroun au Comité contre la torture des Nations Unies.

Membre du Comité technique ad hoc pour la mise en oeuvre du Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

Membre de la Commission intersectorielle de rédaction du troisième rapport périodique du Cameroun au Comité contre la torture des Nations Unies.

Direction de deux rapports de fin de stage présentés et soutenus à l'Institut des relations internationales du Cameroun en vue de l'obtention du diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en relations internationales option contentieux international, année académique 1999-2000 par :

M. Gabriel Nonetchoupo avec pour thème : « La complémentarité de la Cour pénale internationale » (codirection Alain Didier Olinga);

M. Roland Etteko Assoua avec pour thème : « La compétence consultative du Ministère de la justice en matière de traités internationaux au Cameroun ».

Travaux scientifiques

Justice et développement économique (cosigné Esther Ngo Moutngui, magistrat), *AJMC News*, No 2, septembre 1997.

Le contrôle juridictionnel des restrictions à la liberté de la presse écrite au Cameroun (au regard de la loi de 1996 modifiant et complétant celle de 1990 relative à la liberté de communication sociale), mémoire présenté en vue de l'obtention du diplôme de troisième cycle en « droits fondamentaux » à l'Université de Nantes (année académique 1997-1998).

« Le droit de ne pas être soumis à la torture à l'épreuve des circonstances exceptionnelles » in *Juridis Périodique*, No 40, octobre-novembre-décembre 1999.

« Les enjeux en droit camerounais de la ratification éventuelle du Statut de la Cour pénale internationale », exposé préparé à l'occasion du Séminaire national sur la mise en oeuvre du droit international humanitaire au Cameroun organisé par le CICR à Yaoundé, mars 2000.

Torture et extradition, article en préparation.

Le système pénal de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) ou l'uniformisation à mi-chemin, article en préparation.

« La protection des droits fondamentaux de la personne humaine en droit international camerounais », thèse de doctorat (nouveau régime) en préparation à

l'Université de Paris II sous la direction du professeur Jacques Henri Robert, Directeur de l'Institut de criminologie de l'Université de Paris II (Panthéon ASSAS), soutenance prévue en mars 2003.

Winston Churchill Matanzima Maqutu (Lesotho)

Lieu et date de naissance : Butha Buthe, Lesotho; 11 décembre 1940.

Niveau d'éducation

1964	B. A. (Droit)	Universités du Botswana, du Lesotho et du Swaziland.
1964-1969	LL. B. Honours (baccalauréat en droit avec distinction)	Université d'Édimbourg (Écosse).

Expérience professionnelle

Expérience pratique des procès pénaux et de la procédure pénale en tant qu'avocat et conseil des Magistrates Courts, de la Haute Cour et de la Cour d'appel du Lesotho avec 50 % du temps de pratique consacrés à la procédure pénale; expérience en tant que chargé de cours en droit pénal, procédure pénale et preuves à l'Université nationale du Lesotho; expérience étendue de la conduite des procès pénaux en tant que juge de la Haute Cour du Lesotho depuis 1993; expérience des procès relatifs aux droits de l'homme et des procès civils en tant que praticien et juge; expérience acquise lors de la participation à divers séminaires de formation internationaux et nationaux relatifs au système de la justice pénale et à la procédure dans le domaine des droits de l'homme.

Formation, conférences et séminaires pertinents

Séminaire sur la justice pénale	Namibie, 1991.
Séminaire sur la justice pénale	Syracuse (Italie), 1992.
International Bar Association, Forum de juges	Édimbourg (Écosse), 1995.
International Bar Association, séminaire sur les droits de l'homme	Berlin (Allemagne), 1996.
International Bar Association, Conference on Borderless Crime and Criminal Organizations	Dublin (Irlande), 1996.
World Jurists Association Seminar on the Role of the Judiciary in a changing Africa	Afrique du Sud, 1997.

Carrière professionnelle

2001	Nommé au Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha.
De 1993 à 2001	Juge à la Haute Cour du Lesotho.
1970-1993	Avocat en exercice aux tribunaux du Lesotho, 50 % du temps d'exercice étant consacré à des procès pénaux devant les juridictions inférieures, la Haute Cour et la Cour d'appel du Lesotho.

- 1970-1972 Autorisé à pratiquer en tant que conseil devant les tribunaux juridiques, continue de participer aux instances pénales et au règlement des procès civils, y compris les divorces, la procédure commerciale en général et la rédaction des contrats, sans exclusion d'autres activités.
- 1976-1985 Maître de conférence et vice-doyen de la faculté de droit, à l'Université nationale du Lesotho; enseignement de droit pénal, de la procédure pénale et de l'établissement des preuves.

Autres activités

Membre du Tribunal administratif spécial de l'Organisation des États africains.

Président d'honneur du *Lesotho Law Journal*.

Président d'honneur de la *Students Law Review* de l'Université nationale du Lesotho.

Rédacteur des *Lesotho Law Reports*.

Auteur du rapport sur les jeunes délinquants.

Travaux de recherche et publications

Documents de conférence présentés

« Sentencing and Punishment » – Magistrates Conference à Maseru, octobre 1996.

« The Right to Legal Representation » – Séminaire à Maseru, octobre 1997.

« Role of Judges in Lesotho under Constitutional Rule » – Dublin (Irlande), mai 1996.

« Regional Models of Continuous Legal Education with the Administration of Justice » – Commonwealth Secretariat Seminar, novembre 1997.

« Role of the Disciplined Forces under the Constitution » – Maseru, juillet 1995.

« Human Rights and Constitutional Law in Lesotho » – Le Cap (Afrique du Sud), janvier 1997.

« Rights of Juvenile Delinquents from a Historical Perspective » – Maseru, juin 1991.

Périodiques

« Plea Bargaining », *Comparative and International Law Journal of South Africa*, 1981.

« Internal Conflicts of Laws in Lesotho », *Comparative and International Law Journal of South Africa*, 1987.

« Lesotho's Legal System », *Modern Legal Systems Encyclopedia*, Virginie, 1985.

« Historical Constitutional Reality in Lesotho », *Lesotho Law Journal Special Edition*, 1989.

« Tribute to the Late Sir Thomas B. Smith Regius, Prof. of Law », Édimbourg, *Lesotho Law Journal*, 1990.

« Problems of Choice of Forum in the Law of Lesotho », *Mohlomi Journal of Southern African Historical Studies*.

Livres

Contemporary Constitutional History of Lesotho (Mazenod Printing Works, Lesotho 1991).

Contemporary Family Law of Lesotho (NUL Publishing House, 1992).

Erik Møse (Norvège)

Vice-Président, Tribunal pénal international pour le Rwanda.

Données personnelles

Né à Oslo le 9 octobre 1950. Marié, deux enfants.

Activités actuelles

Depuis 1999 : Vice-Président, Tribunal pénal international pour le Rwanda.

A siégé en qualité de président dans les affaires suivantes :

Le Procureur c. Ignace Bagilishema (jugement du 7 juin 2001);

Le Procureur c. Elizaphan et Gérard Ntakirutimana (jugement au dernier trimestre de 2002).

A siégé dans les affaires suivantes :

Le Procureur c. Georges Ruggiu (jugement du 1er juin 2000);

Le Procureur c. Ferdinand Nahimana, Hassan Ngeze et Jean Bosco Barayagwiza (« L'affaire des médias »), procès en cours;

Le Procureur c. Eliezer Niyitegeka, procès en cours.

Formation, titres universitaires et autres qualifications

1976	Diplôme de droit, Université d'Oslo.
1980-1981	Études à l'Institut des hautes études internationales, Genève.
1981	Chargé de cours à l'Université d'Oslo sur les droits de l'homme.
Depuis 1995	Chargé de recherche au Centre pour les droits de l'homme, Université d'Essex (Royaume-Uni).
1996-1999	Expert/conférencier en matière de droits de l'homme pour le Conseil de l'Europe et l'OSCE en Lettonie, en Russie et dans l'ex-Yougoslavie.

Principales activités professionnelles

1977-1981	Conseiller au Ministère norvégien de la justice.
1981-1986	Chef de division au Ministère norvégien de la justice.
1985-1986	Juge adjoint au Tribunal de grande instance d'Eiker, Modum et Sigdal.
1986-1993	Avocat près du Bureau de l'Avocat du Gouvernement (affaires civiles), avocat à la Cour suprême en 1989.
1993-1999	Magistrat à la cour d'appel de Borgarting, Oslo.

Autres activités en Norvège

1977-1983	Secrétaire du Comité chargé de préparer la nouvelle loi sur l'immigration.
-----------	--

- 1984-1991 Secrétaire du Comité chargé de contrôler les services secrets.
- 1991-1993 Président du Comité chargé d'examiner l'inscription dans la législation norvégienne des conventions sur les droits de l'homme.
- 1991-1994 Président du Comité chargé de préparer une nouvelle loi sur les passeports.
- 1992-1995 Membre du Comité chargé d'examiner les plaintes, créé en vertu de la loi sur l'égalité des sexes, afin d'examiner les décisions du Médiateur pour l'égalité des sexes.
- 1995-1999 Membre du Conseil d'administration de l'Institut norvégien des droits de l'homme.
- 1998-1999 Membre du Comité des droits de l'homme de l'Association norvégienne des juges.
- Jusqu'en 1999 Président de plusieurs tribunaux d'arbitrage en Norvège.
Expert des droits de l'homme pour plusieurs commissions parlementaires et gouvernementales.

Autres activités internationales

- 1977-1994 Membre de plusieurs comités au Conseil de l'Europe. Participation au processus de rédaction des Protocoles 6 et 11 de la Convention européenne sur les droits de l'homme.
- 1980 Expert pour le Secrétaire général du Conseil de l'Europe sur la justiciabilité des droits sociaux et économiques en Norvège.
- 1984-1985 Président du Comité d'experts pour la rédaction de la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants.
- 1992 Président du Groupe de travail sur les minorités nationales, Conseil de l'Europe.
- Jusqu'en 1993 Agent du Gouvernement norvégien à la Commission européenne et à la Cour européenne des droits de l'homme. A plaidé plusieurs affaires à Strasbourg.
Représentant norvégien lors de l'examen des rapports de la Norvège aux comités des droits de l'homme des Nations Unies.
- 1993 Président du Groupe d'experts juridiques chargé d'étudier la possibilité de créer un organe de surveillance des droits de l'homme dans des États qui ne sont pas encore membres du Conseil de l'Europe.
A participé à deux missions à Addis-Abeba (Éthiopie) dans le cadre des travaux de la Commission constitutionnelle de l'Éthiopie.
- 1993-1994 Président du Comité directeur pour les droits de l'homme du Conseil de l'Europe.

1995 Mission à Rabat, organisée par le PNUD, ayant pour objectif de préparer un rapport sur la promotion des droits de l'homme au Maroc.

Ouvrages

Folkerettslige tekster (recueil de traités internationaux), 650 pages.

Menneskerettigheter (droits de l'homme), 591 pages.

Autres publications

Environ 45 articles, rapports, etc. Parmi les publications récentes :

« Norway », dans *Fundamental Rights in Europe: The European Convention on Human Rights and its Member States, 1950-2000* (Oxford, 2001), p. 625 à 655;

« New Rights for the new Court? », dans *Protecting Human Rights: The European Perspective, Studies in memory of Rolv Ryssdal* (Heymanns Verlag, 2000), p. 943 à 955;

« Article 8 », dans *The Universal Declaration of Human Rights* (M. Nijhoff), p. 187 à 207.

Langues de l'ONU : anglais et français.

Arlette Ramarason (Madagascar)

Date et lieu de naissance : 14 août 1944, Diégo-Suarez (Madagascar).

Fonction actuelle

Juge élu auprès du Tribunal pénal international pour le Rwanda.

Scolarité

1969-1973 Faculté de droit, Université de Madagascar.

1971-1973 Institut d'études judiciaires à l'Université de Madagascar.

Diplômes obtenus

Baccalauréat Sciences expérimentales (mention bien).
1971 Diplôme d'études juridiques générales.
1973 Licence en droit (cycle de 4 ans).
Diplôme de l'Institut d'étude judiciaire (cycle de 2 ans).

Autres certificats

Certificat d'appréciation du Comité national malgache pour la défense des droits de l'homme pour l'initiative de la célébration du quarante-neuvième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (célébré pour la première fois à Madagascar).
1998 Certificat de l'Institut international des droits de l'homme René Cassin (Strasbourg, vingt-neuvième session).
1999 Certificat du Centre international des droits de l'homme pour l'enseignement des droits de l'homme dans les universités (CIEDHU, Strasbourg, trentième session).
Attestation du « Staff College Project – United Nations » sur le renforcement de la capacité nationale de rédaction des rapports sur les droits de l'homme.
Certificat de l'« United States Defense – Institute of International Legal Studies » sur les « Opérations de maintien de la paix » (Legal Aspects of Peace Operations).
1999-2000 Certificat du Service de coopération technique international de police sur la lutte contre la drogue (ambassade de France).

Connaissances en informatique

Windows 98

Certificat de formation sur l'Internet, de l'Agency for International Development des États-Unis, dans le cadre de l'Initiative Leland (1999).

Distinctions honorifiques

Chevalier de l'ordre national.

Officier de l'ordre national.

Carrière professionnelle

- 1974 Premier substitut du Procureur de la République (Diégo-Suarez).
- 1975 Juge d'instruction et juge correctionnel au tribunal d'Antananarivo.
- 1978 Vice-Présidente du tribunal de première instance d'Antananarivo.
- 1986 Conseiller à la cour d'appel d'Antananarivo.
- 1988 Présidente de chambre de la cour d'appel d'Antananarivo (chambre correctionnelle, cour criminelle, tribunal militaire).
- 1990 Membre élu par l'Assemblée nationale à la formation de contrôle de la Cour suprême, magistrat inspecteur des tribunaux de première instance et des trois cours d'appel de Madagascar.
- 1991 Présidente par intérim de la section correctionnelle et criminelle à la Cour suprême.
- 1996 Titulaire du poste de président de chambre à la Cour suprême, détachée au Ministère de la justice comme Directeur des relations extérieures et des relations avec les départements ministériels.

Autres activités*Sur le plan national*

- 1987 Chargée des travaux pratiques en droit civil et droit pénal à l'Université de Madagascar.
- 1989 Cofondatrice du PACWA (Panafriquean Christian Women Alliance) à Madagascar.
Coordonnatrice régionale du PACWA pour les îles de l'océan Indien (Madagascar, Maurice, les Seychelles, la Réunion).
- 1990 Membre du Syndicat des magistrats de Madagascar.
Membre de l'Association des femmes juristes de Madagascar.
- 1992 Membre expert du Comité de rédaction de la Constitution malgache.
Membre du Conseil d'administration du Centre de redressement des jeunes filles « Ny Ankany Avoko » Antananarivo.
- 1996 Membre du Comité de rédaction de l'avant-projet de décret sur la « Commission nationale des droits de l'homme » (CNDH), cette institution nationale ayant été créée pour la première fois à Madagascar.
- 1997 Membre de l'ONG Comité national malgache pour la défense des droits de l'homme.

- Commissaire des droits de l'homme et membre de la Commission nationale malgache des droits de l'homme.
- Initiatrice, avec l'ambassade des États-Unis d'Amérique, du Groupe international de travail et membre de ce groupe, représentant le Ministère de la justice (groupe comprenant des ONG nationales et internationales, l'UNICEF, le PNUD, l'Agency for International Development des États-Unis, Médecins sans frontières et les ambassades de France, des États-Unis d'Amérique, de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de Suisse et de Maurice).
- 1998 Réalisatrice d'émissions débats sur les droits de l'homme à Madagascar pour les stations de radio publiques et privées.
- Membre de l'ONG Anakaviamindreny (promotion des femmes antemoro).
- Membre du Comité de suivi de l'application de la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.
- Membre du Comité ad hoc chargé de l'élaboration des textes régissant le Comité de suivi de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant.
- Membre du Comité interministériel chargé d'une campagne contre la drogue.
- 1998-2000 Chef du projet sur l'humanisation de la détention préventive (2 497 détenus préventifs sur plus de 3 000 détenus préventifs de plus de cinq ans ont été jugés).
- Membre du comité organisateur des cinquantième et cinquante et unième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.
- Consultante du PNUD sur Beijing+5.
- Consultante du PNUD pour la préparation de l'examen conjoint des programmes des Nations Unies en matière de droits de l'homme.
- Consultante de l'UNICEF pour la rédaction du rapport sur la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à l'enfance.
- Expert dans l'établissement des « radios rurales » à Madagascar.
- Chef du projet « Portes ouvertes » dans toutes les juridictions de Madagascar destiné à sensibiliser le peuple sur les droits et à lutter contre la corruption.
- Membre de la Commission mixte franco-malgache.
- 2001 Rédactrice du rapport périodique sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

- 1999-2001 Vice-Présidente du Conseil d'administration de l'Office national de population (responsable du Programme national en matière de population à Madagascar).
- Membre du Comité directeur du programme de coopération Madagascar-UNICEF 1996-2000 et du Comité de préparation du programme 2001-2004.
- Chargée de cours sur les droits de l'homme et le droit humanitaire à l'École nationale de la magistrature (cette matière ayant été enseignée pour la première fois à Madagascar).

Sur le plan international

- 1997 Membre du Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale (New York).
- 1999-2000 Représentante de Madagascar aux cinquante-cinquième et cinquante-sixième sessions de la Commission des droits de l'homme à Genève.

Séminaires et colloques

- 1997 Atelier sur la plate-forme municipale sur l'enfance.
Les entreprises en difficulté.
La médecine traditionnelle.
Atelier national de réflexion sur l'avenir des relations Union européenne/ACP (questions juridiques et institutionnelles).
Atelier de formation sur le programme national de gouvernance et politique publique pour un développement humain durable.
- 1998 Stratégie de la « Valorisation de la fonction de juger ».
« Les droits de la femme malgache » (conférencière).
« L'esclavage et les droits de l'homme à Madagascar » (conférencière).
« La Bible et les droits de l'homme » (conférencière).
Colloque sur les droits de la femme (Ministère de la population).
- 1999 Colloque sur les droits de la femme et de l'enfant (ambassade des États-Unis).
Formation sur l'exécution nationale (PNUD).
Formation sur le fonctionnement d'une commission nationale des droits de l'homme (Haut Commissariat des Nations Unies).
Formation sur les droits des réfugiés (Haut Commissariat des Nations Unies sur le droit des réfugiés).
- 2002 « Dialogue africain II » : promotion de la justice et de la réconciliation en Afrique (Arusha, Tanzanie).

Connaissances linguistiques

Malgache – écrit, parlé et lu : excellent.

Français – écrit, parlé et lu : excellent.

Anglais – écrit, parlé et lu : bon.

Jai Ram Reddy (Fidji)

Date et lieu de naissance : 12 mai 1937, Lautoka (Fidji).

Formation

Université Victoria de Wellington (1956-1960).

Qualifications juridiques

Avocat à la Cour suprême de Nouvelle-Zélande (depuis 1960).

Avocat à la Haute Cour de Fidji (depuis avril 1961).

Expérience professionnelle

Expérience juridique

1958-1960	Stagiaire, Bell Gully & Co. Wellington.
1961-1966	Avocat associé, A.D. Patel & Co., Nandi (Fidji).
1966-1968	Avocat de l'accusation, Ministère public, Suva (sous contrat).
1968-1970	Juriste principal, Bureau du Procureur, Lautoka (Fidji) (sous contrat).
1971-1988	Partner – Stuart Reddy & Co., Lautoka (Fidji).
1988-1997	Avocat, Lautoka (Fidji).

Expérience approfondie de toutes les facettes du travail juridique, tant en matière de contentieux qu'en ce qui concerne la rédaction d'actes de cession de propriété.

A travaillé régulièrement dans tous les tribunaux fidjiens, de première instance comme d'appel.

Service public

1972-1976	Membre du Sénat.
1977	Première élection à la Chambre des représentants.
1977-1984	Dirigeant du National Federation Party et chef de l'opposition à la Chambre des représentants (a démissionné en 1984).
1987	Procureur général du Gouvernement Bavadra.
1987	Membre de la Première Commission de révision constitutionnelle créée par le Gouverneur général, Ratu Sir Penaia Ganilau (Commission Falvey).
1987	Représentant du Dr. Bavadra au Comité sur l'Accord de Deuba participant et signataire de l'Accord.
1992	Élu à la Chambre des représentants (en vertu de la Constitution de 1990).

Février 1992-mai 1999	Élu à la tête du National Federation Party et chef de l'opposition à la Chambre des représentants.
1995-1997	Membre de la Commission parlementaire mixte sur la révision de la Constitution de 1990.
1997-1999	Membre de la Commission parlementaire mixte sur la loi relative aux terres agricoles et aux baux ruraux.
Mars-août 2000	Président de la Cour d'appel de Fidji.
Janvier 2002	Redésigné à la Présidence de la Cour d'appel de Fidji.

Conférences et réunions à l'étranger

1978	Membre de la délégation fidjienne à la Réunion du Conseil des ministres de la Communauté économique européenne et des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique consacrées à la négociation d'un protocole sur le sucre.
1980	Visite aux États-Unis d'Amérique dans le cadre d'un programme organisé par le Gouvernement des États-Unis (observateur de la campagne électorale aux États-Unis).
1987	Membre de la délégation de M. Bavadra qui s'est rendue au Royaume-Uni pour des pourparlers avec le représentant de la Reine à Buckingham Palace.
1990	Membre de la délégation fidjienne à la Convention mondiale des personnes d'origine indienne qui s'est tenue à New York (GOPIO).
1993	Visite à Canberra sur l'invitation du Gouvernement australien.
1993	Visite à Londres sur l'invitation du Ministre d'État pour le Commonwealth.
1994	Visite à Wellington sur invitation du Gouvernement néo-zélandais.
1994	Participant et intervenant à l'atelier sur les droits de l'homme en Asie organisé par l'Asia Foundation, Chang Mai (Thaïlande).
1995	Visite à New Delhi sur invitation du Gouvernement indien à l'occasion des célébrations de la fête de la République.
1998	Membre de la délégation fidjienne à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, Edimbourg.
1999	Colloque Commonwealth/UNESCO, Paris : « Vers un pluralisme constructif ».

Décorations et titres honorifiques

1970	Médaille de l'indépendance de Fidji.
1990	Médaille de l'anniversaire de l'indépendance de Fidji.

1990 Prix GOPIO récompense d'excellence dans le domaine de l'action politique.

1998 Compagnon de l'ordre de Fidji

Activités d'intérêt public

Depuis 1977 Conseiller juridique honoraire du TISI Sangam.

William Hussein Sekule (République-Unie de Tanzanie)

Né en juin 1944

Études

Bachelor of Law (LL. B.), University of East Africa, University College of Dar es-Salaam, 1970.

Stage de formation de courte durée à la gestion de haut niveau, Institute of Development Management, Mzumbe (République-Unie de Tanzanie).

Expérience professionnelle

Postes de responsabilité croissante (State Attorney, Senior State Attorney, Principal State Attorney) au ministère public tanzanien, 1970-1979.

Directeur du ministère public de la République-Unie de Tanzanie, 1979-1987.

Juge à la Cour suprême de Tanzanie, depuis 1987.

Juge au Tribunal pénal international pour le Rwanda et Président de la Chambre de première instance II, 1995-1999

Juge au Tribunal international pour le Rwanda, mai 1999-mai 2003, et Président de la Chambre de première instance II depuis juin 2001.

Affiliations

Membre du Conseil de la faculté de droit de l'Université de Dar es-Salaam, 1978-1987.

Membre de la Police and Prison Service Commission, 1978-1987.

Présence et participation à des réunions et séminaires

Sixième et septième Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenus respectivement à Caracas (Venezuela) en 1980 et à Milan (Italie) en 1985.

Chef de la délégation de la République-Unie de Tanzanie à la réunion préparatoire, pour la région de l'Afrique, du septième Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenue à Addis-Abeba en 1983. Élection à l'un des deux postes de vice-président de cette réunion.

Participation aux trente-neuvième (1983) et quarantième (1984) sessions de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, à Genève, en tant que sous-chef de la délégation de la République-Unie de Tanzanie.

Sous les auspices de Cross Road Africa, séjour de cinq semaines aux États-Unis, en 1984, pour étudier les institutions judiciaires de ce pays.

Conférence des ministres de la justice du Commonwealth, Harare, 1986.

Participation à plusieurs réunions plénières consacrées à l'adoption et à des modifications du Règlement intérieur des chambres et du Tribunal pénal international pour le Rwanda dans son ensemble, ainsi qu'à des questions se rapportant au fonctionnement de ceux-ci, juin 1995-2002.

Du 20 au 22 octobre 1997, participation à un séminaire sur le droit international humanitaire donné à Arusha par la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à l'intention des juges et juristes du Tribunal pénal international pour le Rwanda.

Les 5 et 6 décembre 1997, à Dar es-Salaam, participation, avec deux autres représentants du Tribunal pénal international pour le Rwanda, à un séminaire de l'ONG Action mondiale des parlementaires, auquel assistaient plusieurs membres de l'Assemblée nationale et hauts fonctionnaires de la République-Unie de Tanzanie. La délégation y a présenté un exposé portant sur l'état d'avancement des travaux du Tribunal et expliqué comment les États Membres pouvaient aider le Tribunal à s'acquitter de sa tâche, notamment en adoptant d'urgence des dispositions législatives conformes à leur droit interne pour faciliter le transfert des détenus et des accusés au siège du Tribunal.

En septembre-octobre 2001, à Londres, participation à un séminaire organisé à l'intention des juges du Tribunal pénal international pour le Rwanda et du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, afin d'examiner les questions communes relatives à l'exercice des fonctions judiciaires.

En octobre 2001, à Dublin (Irlande), participation à un séminaire organisé par le Tribunal pénal international pour le Rwanda et le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. À l'occasion de ce séminaire, suivi des questions abordées lors de la réunion de Londres. Les travaux des deux séminaires se sont avérés fort utiles en ce qui concerne l'exercice des fonctions judiciaires.

Emile Francis Short (Ghana)

Date de naissance : 6 février 1943.

Fonctions actuelles

Depuis juillet 1983 Président de la Commission des droits de l'homme et de la justice administrative, Accra.

Études

1967 Maîtrise de droit (LL. M.), London School of Economics and Political Science, Université de Londres.

1966 Licence en droit (LL. B. avec mention), Université de Londres.

Cours de perfectionnement

2000 Cours sur l'arbitrage, Amsterdam.

2000 Cours sur la rédaction judiciaire et l'adjudication, Nouvelle-Écosse (Canada).

1999 Cours pilote de l'Institut de la Banque mondiale : « Controlling corruption: towards an integrated strategy », Washington (États-Unis).

1997 « Corruption prevention, control and improved management », Washington Management Institute, Washington.

1995 « Preventing fraud and corruption », RIPA International, Londres.

1995 « Human rights education and training », Secrétariat du Commonwealth, Londres.

1994 Certificat de formation en droits de la personne, Fondation canadienne des droits de la personne, Montréal.

Qualifications

1966 Avocat, Lincoln's Inn, Londres.

Expérience professionnelle

Fonctions actuelles

Depuis 1993, Président de la Commission des droits de l'homme et de la justice administrative (Ghana).

Ces fonctions comportent les principales responsabilités suivantes :

Surveiller la mise en place et le fonctionnement des structures administratives de la nouvelle commission constitutionnelle de défense des droits de l'homme;

Négocier avec le Gouvernement ghanéen et les donateurs internationaux pour mobiliser des ressources afin de mettre sur pied et de faire fonctionner la Commission;

Diriger le processus de recrutement du personnel de la Commission;

Concevoir, développer et mettre en place le mécanisme d'examen des plaintes de la Commission;

Statuer sur les plaintes en matière de violations des droits de l'homme et d'injustice administrative en organisant des auditions quasi-judiciaires;

Rédiger des décisions judiciaires fondées sur les éléments de preuve et sur le droit en vigueur;

Vérifier la pertinence et la qualité du contenu des décisions judiciaires rédigées par les collaborateurs du Président;

Régler les litiges au moyen de techniques supplétives de règlement des différends;

Concevoir, élaborer et réaliser des programmes éducatifs destinés à sensibiliser le public et à susciter une meilleure intelligence des droits de l'homme et du mécanisme des plaintes;

Superviser l'établissement et la publication des rapports annuels de la Commission, de la documentation pédagogique et des rapports thématiques spéciaux;

Participer régulièrement, en tant que conseiller, à des ateliers, des conférences et des séminaires organisés et donnés par la Commission à l'intention de certains groupes cibles, notamment les policiers, les magistrats, les jeunes, les organisations féminines, les responsables politiques et administratifs, les organes religieux et le grand public;

Définir et attribuer les responsabilités des membres du personnel de la Commission;

Lancer et encadrer les recherches sur des questions relatives aux droits de l'homme présentant un caractère d'actualité ou d'urgence;

Animer un programme culturel national conçu en vue de l'éradication des pratiques culturelles dégradantes et déshumanisantes;

Diriger et superviser l'inspection annuelle des prisons, des colonies pénitentiaires et des cellules des postes de police et, ponctuellement, participer aux visites;

Signaler à l'attention du Gouvernement les violations systématiques des droits de l'homme et recommander des mesures permettant d'améliorer la situation grâce à une modification de la législation et des procédures administratives;

Aider le Ministère des affaires étrangères ghanéen à s'acquitter de l'obligation de présenter des rapports à l'ONU, conformément aux engagements qu'il a contractés en vertu de conventions et traités adoptés par les Nations Unies.

Principales réalisations

Reconnaissance générale de l'indépendance politique et de l'impartialité de la Commission.

Mobilisation de ressources auprès de donateurs internationaux pour renforcer l'indépendance de la Commission.

Importante contribution à l'émancipation des femmes maintenues en situation servile au nom de la tradition grâce à l'éducation en matière de droits de l'homme et à la défense de ces droits.

Création d'un programme en cours de réalisation dont l'objectif est la libération des femmes soupçonnées de sorcellerie et le traitement de celles-ci avec humanité.

Restitution des biens confisqués pendant la période d'administration militaire.

Rôle de premier plan dans la campagne nationale de lutte contre la corruption.

Missions de consultant

Consultant auprès du Centre Carter (États-Unis).

Consultant pour le renforcement de la Commission des droits de l'homme du Libéria, 13-14 mars 1998.

Consultant pour le Secrétariat du Commonwealth (Londres), dans le cadre de l'atelier de renforcement des capacités organisé pour la Commission des droits de l'homme de l'Ouganda, 3-8 novembre 1997, et la Commission des droits de l'homme du Cameroun.

Conseiller dans le cadre de différents ateliers, séminaires et conférences nationaux et internationaux.

Expérience professionnelle

1974-1993 Assure la direction du cabinet d'avocats Max-Idan Chambers, Cape Coast (Ghana). Exerce activement le droit auprès d'une clientèle privée dans les domaines suivants : contentieux commercial, actes de cession, droit pénal, assurances, problèmes de succession et litiges fonciers, appels civils.

1977-1984, Chargé de cours de droit au Département des études de gestion de
1992-1993 l'Université de Cape Coast (Ghana). Enseigne le droit des affaires et le droit commercial à des étudiants du premier cycle.

1971-1973 Contribution à des activités éditoriales Lawyers Cooperative Publishing Company, Rochester (New York, États-Unis). Recherches approfondies relatives à un grand nombre de sujets juridiques effectuées dans les archives de décisions judiciaires étatiques et fédérales.

Analyse de données de recherche et annotation d'articles sur différents thèmes en vue de leur parution dans l'*American Law Reports Annotated Third Series* (ALR 3d), importante publication juridique (voir la liste des publications en annexe).

1970 Juriste, Département des études sur l'environnement de l'État de New York, Albany (New York, États-Unis). Élaboration et application de règlements et de lois relatifs à la protection de l'environnement.

1968 Conseiller juridique, Services juridiques de l'État sierra-léonais. Formulation d'avis consultatifs au sujet d'affaires pénales en cours et conduite de poursuites pénales.

1967-1968 Enseignement du droit, Middlesex Polytechnic, Londres. Donne des cours de droit et des séances de travaux pratiques au niveau du Higher National Diploma et du Higher National Certificate.

Activités et fonctions péri-universitaires

1998 Président de l'African Ombudsman Centre (Centre africain de médiation) (République-Unie de Tanzanie).

1996 Membre du National Overview Committee of National Institutional Renewal Programme (Comité national d'analyse du Programme de renouveau des institutions nationales).

1994 Membre du Conseil des gouverneurs de la Legal Literacy and Resource Foundation du Ghana (Fondation pour l'enseignement du droit et la constitution de ressources juridiques, dont le siège est à Accra (Ghana)).

1993 Président de la Central Region Bar Association (Association du Barreau de la région Centre), Comité des droits de l'homme.

1992 Membre du Committee of Legal Literacy (Comité d'information juridique), Programme de l'Association du barreau ghanéen.

1991 Président du Comité de discipline de la Central Regional Football Association (Association de football de la région Centre) [Conseil des sports, Cape Coast (Ghana)].

1990 Président du comité de sélection pour la région Centre, du Central Region Legal Board (Conseil régional d'aide juridique).

1979 Membre de la Commission ghanéenne de réforme du droit, Accra.

1976-1978 Membre de la Commission du règlement de la Cour suprême.

Publications

American Law Reports – Annotated Series, 1971-1973

« Breaking and Entering of inner door as Burglary », 43 *American Law Reports* 3d, p. 1147.

« What are appurtenant private structures within provisions of insurance policy expressly extending coverage to such structures? », 43 *American Law Reports* 3d.

« Effect upon testamentary nature of document of expression therein of intention to make formal will, further disposition of property or the like », 46 *American Law Reports* 3d, p. 938.

« Lawfulness of inventory search of motor vehicle impounded by the police », 48 *American Law Reports* 3d, p. 685.

« What constitutes residence or domicile within State by citizen of another country for purpose of jurisdiction in divorce? », 51 *American Law Reports* 3d, p. 223.

« Retrospective increase in allowance for alimony, separate maintenance or support », 52 *American Law Reports* 3d, p. 156.

« Parents' desertion, abandonment or failure to support minor child as affecting right or measure of recovery for wrongful death of child », 53 *American Law Reports* 3d, p. 566.

« Permitting unlawful use of narcotics in private home as criminal offence », 53 *American Law Reports* 3d, p. 566.

« Revocation of nurse's license to practice profession », 55 *American Law Reports* 3d, p. 1141.

« Probate of copy of last will as precluding later contest of will under doctrine of *res judicata* », 55 *American Law Reports* 3d, p. 755.

« Conviction of possession of illicit drugs found in premises of which defendant was in non-exclusive possession », 56 *American Law Reports* 3d, p. 948.

« Conviction of possession of illicit drugs found in automobile of which defendant was not sole occupant », 57 *American Law Reports* 3d, p. 1319.

Présence et participation à des conférences

Rencontres internationales des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, tenues à Tunis, décembre 1993.

Conférence sur le thème de l'enfant et de la famille, Victoria (Canada), juin 1994.

Session d'été du Programme international de formation en droits de la personne, Fondation canadienne des droits de la personne, juillet 1994.

Conférence sur la déclaration des droits (Zimbabwe), décembre 1994.

Réunion des médiateurs nationaux d'Europe et d'Afrique, Paris, mars 1995.

Conférence de lancement de l'Association du Commonwealth pour l'administration et la gestion des affaires publiques, Île-du-Prince-Édouard (Canada), août 1994.

Première Conférence tricontinentale d'institutions de protection et de promotion des droits de l'homme, Santa Cruz de la Palma (Espagne), septembre 1995.

Conférence du Commonwealth sur l'éducation et la formation dans le domaine des droits de l'homme, Christ Church, Oxford (Royaume-Uni), septembre 1995.

Conférence d'Institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme en Afrique, Yaoundé, février 1996.

Association du Commonwealth pour l'administration et la gestion des affaires publiques (Malte), avril 1996.

Mission d'une semaine auprès de la Commission indépendante de la lutte contre la corruption, Hong Kong (Chine), juin 1996.

Onzième Conférence de l'Association du Commonwealth pour le droit, Vancouver (Canada), août 1996.

Institut international des sciences administratives, Bruxelles, mars 1997.

Séminaire réunissant tous les États membres du Commonwealth sur le thème des structures démocratiques pour le renforcement de la fonction publique, Pretoria, avril 1997. Présentation d'une communication intitulée « Responsabilité démocratique – Les droits de l'homme et la justice administrative au Ghana ».

Programme de formation de l'Institut international de Washington sur la prévention de la corruption, la lutte contre la corruption et l'amélioration de la gestion de ce problème, Washington, mai 1997.

Neuvième Conférence annuelle de la Société africaine du droit international et du droit comparé, Abidjan, août 1997. Présentation d'une communication sur le rôle de la Commission des droits de l'homme et la justice administrative au Ghana

Atelier sur les institutions nationales de protection des droits de l'homme dans les États membres du Commonwealth, organisé par la Commonwealth Human Rights Initiative et par l'Institute for Public Policy Research sur le thème de la promotion des pratiques optimales, 1997. Présentation d'une communication sur le rôle de la Commission des droits de l'homme ghanéenne dans la prévention des cas de détention arbitraire, de torture et de traitements dégradants.

Séminaire régional africain sur les droits économiques, sociaux et culturels, Abidjan, mars 1998.

« La protection des droits de l'homme au niveau national », Belfast (Irlande du Nord), mai 1998.

Réunion consultative pour la création d'une commission des droits de l'homme indépendante au Libéria, mars 1998.

Forum des États de l'Afrique de l'Ouest sur les droits de l'homme, Dakar, avril 1998. Présentation d'une communication sur le rôle de la Commission des droits de l'homme et la justice administrative au Ghana.

Deuxième Conférence des institutions nationales africaines, Durban (Afrique du Sud), juillet 1998.

Conférence internationale pour la création d'une commission nationale de protection des droits de l'homme et d'un poste de médiateur, 1998. Présentation d'une communication sur la Commission des droits de l'homme ghanéenne.

Atelier national sur le thème de l'intégrité, Accra, octobre 1998.

Atelier sur le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les droits de l'homme dans le contexte de l'Afrique, Dakar, décembre 1998. Présentation d'une communication sur les droits de l'homme et la protection des réfugiés.

Convention du Commonwealth sur la promotion des droits économiques, sociaux et culturels, Accra, décembre 1998. Présentation de deux communications sur l'importance de l'éducation en matière de droits de l'homme et sur la sensibilisation par l'éducation et la mise à la disposition du public de l'information, particulièrement en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels.

La promotion des droits de l'homme, de la paix, de la bonne gouvernance en Afrique dans le cadre du Commonwealth, Harare, janvier 1999.

Réunion sur la lutte contre la corruption organisée par la Global Coalition for Africa, Washington, février 1999.

Rencontres sur la lutte contre la corruption organisées par Al Gore, Washington, février 1999.

Journées organisées à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Commission indépendante de la lutte contre la corruption sur le thème de la lutte contre la corruption au XXI^e siècle, mars 1999.

Vingt-cinquième session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Bujumbura, avril-mai 1999.

Conférence intitulée « Les cultures de la démocratie dans l'optique du Commonwealth », organisée à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Institute of Commonwealth Studies (Royaume-Uni), juin 1999.

Réunion spéciale des experts techniques officiels et indépendants organisée sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Conakry, mars 2000.

Cinquième atelier sur les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, Rabat, avril 2000.

Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, Genève, avril 2000.

Cours sur la rédaction de décisions, le processus d'audience et la gestion d'un tribunal, Institut canadien d'administration de la justice, Halifax (Canada), mai 2000.

Conférence du Commonwealth pour les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, Sidney, Sussex College, Université de Cambridge (Royaume-Uni), juillet 2000.

Lancement en Afrique du *Rapport sur le développement humain 2000* et atelier sur les droits de l'homme en Afrique, Bamako, juillet 2000.

Conférence organisée par l'Institut international d'éthique publique d'Ottawa (Canada) et par Transparency International (TI), ayant pour thème le programme en matière de lutte contre la corruption au cours de la prochaine décennie, Ottawa, septembre 2000.

Septième conférence organisée par l'Institut international de l'Ombudsman, Durban (Afrique du Sud). Visite au Bureau de l'Ombudsman en Namibie, formation du personnel, octobre-novembre 2000.

Atelier consultatif sur la création d'une commission des droits de l'homme en Sierra Leone, décembre 2000.

Affiliations

Membre de l'Association ghanéenne du barreau

Francis M. Ssekandi (Ouganda)

Expérience professionnelle

Depuis septembre 2001 :

- Maître de conférences à la faculté de droit de l'Université Columbia.
- Membre fondateur d'IPM Associates, cabinet-conseil en droit international.

De décembre 2000 à juin 2001 : consultant international

Consultant international auprès du PNUD, attaché au Ministère de la justice du Rwanda à Kigali. A examiné le système judiciaire rwandais et établi un rapport contenant des recommandations sur la réforme du droit et du système judiciaire, notamment la loi récente sur la « juridiction Gacaca ». A conseillé la Commission constitutionnelle et le Forum des femmes parlementaires sur des points clefs à intégrer dans la Constitution, concernant la parité hommes-femmes et la réconciliation nationale.

Banque africaine de développement

Mai 2000-30 septembre 2000 : Conseiller spécial du Président sur la bonne gouvernance

- A effectué des recherches et formulé des recommandations sur le rôle de la Banque, à l'appui de programmes des États membres de la région visant à promouvoir la bonne gouvernance et le respect de la légalité.
- A élaboré des programmes de réforme du droit et du système judiciaire en vue de relever les défis de la mondialisation et de la réduction de la pauvreté.
- A présenté un document de politique générale sur la bonne gouvernance destiné aux départements opérationnels de la Banque, y compris le département juridique (ce document a servi de plan d'action à la Banque concernant la bonne gouvernance, y compris la réforme du droit et du système judiciaire).

Mai 1997-mai 2000 : Conseiller juridique

- Conseil et assistance juridiques auprès du Conseil de gouverneurs et du Conseil d'administration concernant l'interprétation des statuts et du règlement intérieur de la Banque.
- Responsable de négociations concernant l'augmentation de capital de la Banque et la reconstitution de son fonds d'investissement.
- Conseiller auprès du Conseil d'administration pour l'adoption des statuts du Tribunal administratif et la sélection de ses juges.
- Responsable de l'examen et de la rédaction d'amendements aux statuts de la Banque.
- Assistance juridique aux services opérationnels, financiers et administratifs de la Banque : rédaction d'accords de prêt dans le cadre de projets complexes de construction et d'infrastructure; négociation et règlement des différends commerciaux découlant des activités de la Banque, et représentant de l'institution auprès des tribunaux judiciaires et d'arbitrage.

- Gestion et responsabilité du programme de travail du Département.
- Rédaction du Statut et Règlement du personnel de la Banque, des finances et des instruments de financement des projets d'emprunt.

Organisation des Nations Unies

Août 1981-mai 1997 :

- Directeur adjoint de la Division des questions juridiques générales, Bureau des affaires juridiques du Secrétariat de l'ONU.
- A arrêté les modalités d'ordre institutionnel et opérationnel des activités de coopération technique pour le développement de l'ONU et du règlement des différends internationaux et commerciaux découlant des activités opérationnelles de l'Organisation.
- A rédigé et négocié un accord type de coopération avec les gouvernements, ainsi que des contrats de construction avec de grandes entreprises; a rédigé le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'UNICEF et du PNUD.
- A représenté le Secrétaire général à l'occasion de procédures devant le Tribunal administratif des Nations Unies et d'autres organes judiciaires et arbitraux.
- A négocié et réglé les contestations engagées par l'ONU ou contre celle-ci (crash aérien de 1980, restauration de l'usine de pyrèthre en 1983), et les pertes de matériels destinés à des projets en 1980 et en 1990.
- A évalué et réglé les différends commerciaux et les actions en responsabilité délictuelle engagées par l'ONU ou contre celle-ci dans le monde entier.

Missions spéciales confiées par l'ONU

6 juin 1996-décembre 1996 :

- Directeur du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général, Mission d'observation des Nations Unies au Libéria.
- A aidé le Représentant spécial à faire avancer le processus de paix au Libéria en général, et a dirigé les affaires du Bureau en particulier.
- Consultant auprès du Centre sur les sociétés transnationales (1979-1980). A passé en revue divers accords miniers et établi une étude sur le régime juridique des concessions minières à l'intention des gouvernements touchant la négociation d'accords miniers avec des investisseurs privés.

Expérience dans la magistrature

- Juge à la Cour d'appel (Cour suprême) de l'Ouganda de 1978 à 1981, année où il a pris sa retraite anticipée pour entrer au service de l'Organisation des Nations Unies. La Cour suprême de l'Ouganda est la plus haute juridiction du pays en matière civile et pénale et elle est également saisie des questions constitutionnelles. Elle a remplacé la Cour d'appel de l'Afrique orientale dont le domaine de compétence s'étendait au Kenya, à l'Ouganda et à la République-Unie de Tanzanie jusqu'en 1978.

- Juge assesseur à la Haute Cour de l'Ouganda de 1974 à 1978. La Haute Cour a une compétence illimitée en matière civile et pénale. Auteur de plusieurs décisions célèbres en droit civil et pénal, concernant en particulier la propriété foncière coutumière, les droits des femmes et les éléments constitutifs de l'intention criminelle en droit pénal.

Exercice du droit

Senior and Principal State Attorney, Department of Public Prosecutions, Ministère de la justice; a représenté de 1966 à 1971 le ministère public à l'occasion d'importantes affaires pénales portées devant la Haute Cour et la Cour d'appel.

Études et qualifications professionnelles

- Maîtrise en droit de l'Université Columbia (1966); licence en droit (avec mention) de l'Université de Londres (1965).
- Spécialisation en droit international et jurisprudence internationale (avec mention) de l'Université de Londres.
- Recherche et mémoire de maîtrise sur les aspects juridiques du développement économique international et la théorie du droit, sous la direction du professeur Wolfgang Friedmann, et sur le droit pénal, sous la direction du professeur Wechesler, auteur du Code pénal unifié des États-Unis.
- Admis au barreau de l'État de New York (Chambre d'appel de la Cour suprême de l'État de New York, troisième section judiciaire) (1981).

Autres fonctions exercées

- Professeur de droit international, Wayne State University, Detroit (Michigan) (1980-1981) : A enseigné le droit international public, le droit économique international (commerce international, activités bancaires et règlements), le droit comparé (droit romain et *common law*) et a organisé un séminaire sur le droit africain.
 - Directeur du Law Development Centre (1971-1974) : Principale institution ougandaise de recherche juridique et de réforme du droit; il a aussi pour tâche de conduire des stages de formation à l'intention des avocats, des fonctionnaires chargés de l'application des lois et des magistrats. Le Law Development Centre organise notamment le cours d'études supérieures pour l'admission au barreau et à la magistrature (1973); Président de l'Uganda Law Council (1974-1978); organisation du premier séminaire régional sur le rôle du droit dans le développement (1973).
- Maître de conférences invité, Université de Makerere (1968-1974) et examinateur externe dans de nombreuses universités africaines.

Connaissances linguistiques

Anglais courant et connaissance fonctionnelle du français : a amélioré sa connaissance du français en assistant au « Stage de français langue diplomatique » organisé par l'Université d'été de Perpignan à Paris, en novembre 1990.

Distinctions

- Lauréat du premier prix du doyen en première année de faculté de droit (1963), et boursier de la School of Oriental and African Studies, Université de Londres (1963); bourse d'études universitaires supérieures en droit international et en développement économique à l'Université Columbia (1965).
- Notice biographique dans le Who's Who in American Law (1987-1988), cinquième édition.

Spécialisation

- Jurisprudence, notamment les questions touchant à la primauté du droit et à l'intention criminelle.
- Droit international public, y compris le droit humanitaire.
- Droit international en matière de coopération pour le développement.
- Droit commercial et financier international.
- Droit commercial international et arbitrage.
- Droit africain et droit comparé.

Publications

Deuxième édition révisée par F. M. Ssekandi d'*Elias : New Horizons in International Law*, Nijhoff Publishers, publication de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche.

Articles

- « Protection of Fundamental Rights in the Uganda Constitution » (1994), No 26.
- « Contracts between States and Private Companies », *East African Law Journal*, 1966.
- « Kondoism – Capital Punishment for Robbery Revisited », *East African Law Review*, 1970.
- « Autochthony, The Development of Law in Uganda », New York Law School, *Journal of International and Comparative Law*, No 5.
- « Charter of Economic Rights and Duties of States: Law or Rhetoric », *Elias: New Horizons in International Law* (deuxième édition révisée), p. 201.
- « Law and Development: UNDP National Execution Modality » (*Liber Amicorum: Ibrahim F.I. Shihata*).
- « Good Governance in Africa – The Way Forward », *The Future of Africa*, publication de la New York Society of International Affairs.
- Social, Political and Equity Aspects of Land and Property (séminaire de la Banque mondiale, 2002).

Affiliations et autres activités

Membre de la Société américaine de droit international; de l'American Bar Association; de l'Association of the Bar of the City of New York; de l'African Bar Association depuis 1972 et de l'Uganda Law Society depuis 1966. Sièges aux conseils d'administration des organisations non gouvernementales International Institute for Rural Reconstruction et Play Soccer.

Cheick Traore (Mali)

Date et lieu de naissance : 31 août 1951 à Kayes (Mali)

Titre universitaire

Études supérieures

1970-1974 École nationale d'administration (ENA) de Bamako; diplôme de l'ENA (section sciences juridiques)

Stages ou autres formations

1975 École nationale de la magistrature (ENM) de Paris (France); certificat de l'ENM.

1990 Table ronde des bailleurs de fonds sur l'emploi.

1992 Séminaire sur la presse et les délits de presse; relecture de la loi sur la presse et les délits de presse.

1992 Séminaire sur la privation de la presse; travaux de rédaction des lois sur les radios et les télévisions privées avec propositions de cahiers de charges.

1997 Forum sur la justice.

1997 Séminaire organisé par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le PNUD sur les droits de l'homme et droit international humanitaire.

1998 Séminaire sur le Programme de réforme de la justice.

1999 Séminaire sur la relecture des textes fondamentaux sur la justice : code pénal, code de procédure pénale, loi sur la minorité, loi sur les peines alternatives à l'enfermement; loi sur les drogues et précurseurs.

1995-2000 Six séries de séminaires organisés par l'Institut de défense d'études juridiques internationales des États-Unis sur la justice militaire, les conflits armés et le droit humanitaire, le rôle et les attributions de la Cour pénale internationale.

Situation professionnelle

Corps d'origine : magistrature.

Qualification professionnelle : magistrature de l'ordre judiciaire.

Grade : magistrat de grade exceptionnel.

Fonctions exercées

1976 Juge de paix à compétence étendue de Tenenkou.

1980 Juge de paix à compétence étendue de Kolokani.

1981 Juge d'instruction du quatrième cabinet au Tribunal de première instance de Bamako.

1984	Juge de paix à compétence étendue de la Commune VI, district de Bamako.
1985	Juge d'instruction du premier cabinet au Tribunal de première instance de Bamako.
1987	Conseiller technique au Ministère de la défense nationale.
1989	Chef de cabinet au Ministère de la fonction publique et du travail.
1991	Conseiller technique au Ministère de la fonction publique et du travail.
1991	Directeur de cabinet au Ministère de la communication.
1993	Directeur de cabinet au Ministère de la jeunesse et des sports.
1996	Conseiller technique à la Primature.
1998	Secrétaire général au Ministère de la justice.
2001	Conseiller à la Cour constitutionnelle du Mali.

Autres fonctions de responsabilité

Maître de conférence à l'Institut national de formation judiciaire.

Membre de la Commission juridique de l'Union internationale des télécommunications par satellite.

Membre de la commission de réflexion sur la relecture du Code de procédure pénale du Mali.

Vice-Président de la Fédération nationale des jeux de dames.

Documents ou ouvrages produits

Manuel à l'usage du juge d'instruction sur financement de l'ACCT.

Code de justice militaire du Mali.

Décorations et distinctions honorifiques

Chevalier de l'ordre national du Mali en 1999.

Xenofon Ulianoschi (République de Moldova)

Date de naissance : 28 février 1958

Études et qualifications universitaires

- 1975-1980 Faculté de droit, Université d'État de Chisinau (République de Moldova).
- 1993-1998 Téléenseignement pour l'obtention du doctorat, faculté de droit de l'Université « Babes-Bolyai », Cluj-Napoca (Roumanie).
- Juin 1998 Doctorat en droit. Sujet de thèse : « La complicité de délit ».
- Février 1999 Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et droit humanitaire, Université de Lund (Suède). Programme de formation supérieure en droit international.
- Février 2001 Maître de conférences, faculté de droit, Université internationale indépendante de Moldova.

Expérience professionnelle

- 1980-1986 Assistant en histoire et en droit, Directeur adjoint des activités pédagogiques, École professionnelle No 2, Chisinau (République de Moldova).
- 1986-1991 Juge, chef adjoint du tribunal de Tiraspol.
- 1991-1992 Juge, tribunal de district de Buiucani, Chisinau.
- 1992-2002 Juge, chef adjoint du tribunal militaire de Chisinau.
- Avril 1999 Se voit conférer une qualification de premier rang (degré supérieur dans la hiérarchie des juges).
- Depuis janvier 2002 Juge au tribunal militaire de Chisinau, chargé du règlement des affaires criminelles et autres délits commis par des militaires de tous grades (excepté celui de général).

Autres activités nationales

- 1991-1995 Maître assistant, faculté de droit, Université d'État de Moldova, Chisinau.
- 1995-1996 Maître assistant, École supérieure de police de MIA, République de Moldova.
- 1996-2001 Maître assistant, faculté de droit, IIUM.
- 2000 Membre d'un groupe de travail spécialisé; auteur d'une analyse du projet de code pénal.
- Février 2001 Maître de conférences, faculté de droit, IIUM. Spécialités : Droit pénal, Sections générale et spéciale, Droit de procédure pénale.

Collaboration avec des organisations internationales

- **Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).** Membre d'un groupe de travail chargé de l'élaboration et de la mise en forme du projet de loi sur le statut des réfugiés. A établi un rapport sur la compatibilité de la législation nationale avec le droit international en ce qui concerne les réfugiés. En tant qu'expert du HCR, a, aux côtés de juges, de procureurs, de députés et de gardes frontière, fait des rapports et des communications sur la notion de réfugié ainsi que sur les principes d'application de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés à l'occasion de plus de 10 séminaires et conférences organisés par le bureau du HCR pour la Moldova, en République de Moldova, en Roumanie, en République tchèque et en Allemagne.
- **Conseil de l'Europe et Commission européenne.** Programme organisé conjointement par la Commission européenne et le Conseil de l'Europe pour lutter contre la corruption et le crime organisé dans les pays en transition (Programme Octopus II) :
 - Séminaires sur la coopération avec les organes de la justice pénale et sur la protection des groupes vulnérables, notamment les témoins, tenus l'un à Bratislava (République slovaque), du 29 septembre au 1er octobre 1999, et l'autre, du 12 au 20 février 2000, à Aschersleben (Allemagne). En tant que membre de la délégation de la République de Moldova à ces séminaires, a participé à l'élaboration de recommandations destinées aux pays membres du Conseil de l'Europe touchant l'adoption de mesures de protection à l'endroit des personnes qui collaborent avec la justice;
 - En 1997, au sein d'un groupe de travail et conformément au décret No 210 du 5 mai 1997, a procédé à une vérification de la compatibilité de la législation moldove avec les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme. A établi des rapports sur la compatibilité de la législation nationale avec l'article 5 de la Convention (droit à la liberté); article 6 – droit de toute personne à ce que sa cause soit entendue équitablement; article 8 – droit au respect de la vie privée et le Protocole additionnel No 7 – droit de faire appel, etc.;
 - Du 2 au 5 juillet 1997, dans le cadre de l'examen de la compatibilité de la législation moldove avec les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme, s'est rendu à Paris au Ministère de la justice et au Ministère des affaires étrangères.
- **Institut des politiques constitutionnelle et juridique de Budapest.** A collaboré en tant qu'expert au programme de démocratisation des forces armées de cet institut. Dans le cadre de ce programme :
 - A rédigé une étude de 250 pages sur la législation militaire de tous les pays membres de la Communauté d'États indépendants et des États baltes ainsi que de la compatibilité de cette législation avec la Déclaration universelle des droits de l'homme, les deux Pactes (depuis 1966) et la Convention européenne des droits de l'homme;
 - A collaboré à un programme de formation de formateurs en matière de justice civile dans les pays de la CEI et dans les États baltes;

- A rédigé quatre monographies (160 pages) en vue de séminaires de formation concernant la justice militaire dans les pays de la CEI et les États baltes. Sujets étudiés :
 - Le droit pénal international. Le délit en droit pénal international. Les obligations et responsabilités des militaires en droit pénal international. Les principales institutions dans le domaine de la justice militaire internationale. Les tribunaux pénaux internationaux et la Cour pénale internationale;
 - Aspects des droits des soldats du contingent dans le contexte de la Convention européenne des droits de l’homme;
 - Violations disciplinaires et délits militaires : concepts et éléments constitutifs;
 - Modèles de décisions des tribunaux militaires dans les pays de la CEI et les États baltes. Principes fondamentaux en matière de jugement et indépendance du pouvoir judiciaire;
 - Dans le cadre du Programme, a donné des conférences à l’occasion de séminaires sur la justice militaire organisées à l’intention de formateurs en Lettonie, en Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie, au Kazakhstan et en Moldova;
 - A organisé, en République de Moldova, un centre de protection des droits des réfugiés et des militaires.
- **Comité d’Helsinki pour la défense des droits de l’homme en République de Moldova.** Collabore en tant qu’expert avec le Comité depuis 1997. A établi de nombreux rapports sur la violation des droits de l’homme en Transdnestrie (République de Moldova) sur les forces armées et les prisons de la République de Moldova pour ce qui est de l’accès à l’information et du droit à la vie privée. A analysé les législations française, suisse et québécoise du point de vue de l’accès à l’information. A pris part à la majorité des séminaires, nationaux et internationaux, organisés par le Comité en République de Moldova.

Actuellement, sous l’égide du Comité d’Helsinki et, en tant que membre d’un groupe d’experts, analyse la compatibilité de la législation moldove avec les instruments internationaux relatifs à la lutte contre la torture et les traitements inhumains ou dégradants dans les établissements pénitentiaires.

Participation à des conférences et séminaires internationaux :

United States Defense Institute of International Legal Studies

- Séminaire sur la justice militaire et les opérations disciplinaires, Chisinau, janvier 1997.
- Séminaire sur le droit international et les opérations de paix, Chisinau, décembre 1997.
- Séminaire sur les opérations de paix et les accords sur le statut des forces, Chisinau, mai 2000.

Forum de Crans Montana et Sommet mondial de Monaco, tenus sous le haut patronage du Conseil de l'Europe et de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies

- Conférence internationale sur la justice et les institutions bancaires et financières face au crime, 9-10 décembre 1999, Palais des Nations, Genève (Suisse).
- Conférence internationale sur le même sujet, organisée les 9 et 10 décembre 1999, au Palais du Sénat, Paris .

Participation à de nombreux séminaires et conférences internationaux sur la protection des droits de l'homme, organisés en France, en Allemagne, en Suisse, en Suède, au Danemark, en République tchèque, en Slovaquie, en Russie, en Lettonie, en Géorgie, en Azerbaïdjan, en Arménie, au Kazakhstan, etc.

Activités publiques

Président de l'Association des avocats militaires de la République de Moldova.

Directeur du Centre de protection des droits des réfugiés et des militaires de la République de Moldova.

Membre du conseil de rédaction de la revue moldove « Themis » publiée par l'Association des juges de la République de Moldova (« Themis » publie des travaux et articles scientifiques relatifs au droit pénal, à la criminologie et au droit de la procédure pénale).

Membre du Conseil de consultants scientifiques de la Cour suprême de justice de la République de Moldova.

Membre du groupe de travail sur les possibilités de remplacement des peines.

Activités scientifiques

A publié 28 ouvrages, articles, monographies et brochures scientifiques, parmi lesquels :

- Motifs de violations du règlement militaire. Interprétation de la législation et suggestions
- Délits environnementaux
- Législation pénale et législation militaire : suggestions, déclarations
- Le droit à la liberté
- Le droit à l'inaliénabilité du domicile
- Le meurtre prémédité. Problèmes d'interprétation
- La législation de la République de Moldova à la lumière de la Convention européenne des droits de l'homme
- La pluralité de délinquants : concept, caractéristiques, formes
- Nature juridique de la complicité délictuelle
- Complicité délictuelle et passage à l'acte

- Complicité délictuelle
- « Nullum crimen sine lege, nulla poena sine lege »
- L'arrestation et la détention d'étrangers, d'immigrants clandestins et de réfugiés. Les chemins de l'exil.
- Complicité délictuelle/monographie
- Guide du conscrit/brochure
- Guide du coopérant
- Guide du soldat
- Problèmes posés par le terme de « réfugié »
- Responsabilité pénale des personnes morales
- Les arrestations de militaires à titre disciplinaire. Problèmes et pratiques en la matière
- La responsabilité pénale des mineurs
- Notions concernant la complicité en matière de délits (sujets spéciaux)
- L'amnistie dans le nouveau Code pénal
- Manuel de droit militaire
- L'emploi du terme « crime militaire » dans le nouveau Code pénal
- Le délit d'insubordination dans le nouvel Code pénal

Connaissances linguistiques

Roumain (langue maternelle), français, anglais, russe.

Vaz, Andrésia (Sénégal)

Date et lieu de naissance : 4 février 1944, Dakar.

Profession et grade

Magistrat hors hiérarchie.

Premier Président de la Cour de cassation du Sénégal.

Juge au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR).

Diplômes obtenus

Diplômée du Centre national d'études judiciaires (France) (1969).

Licence en droit privé (1967) (mention assez bien).

Baccalauréat, série philosophie (1962).

Fonctions occupées depuis 1969

Juge d'instruction au Tribunal de première instance de Dakar.

Juge au Tribunal de première instance de Dakar.

Juge au premier cabinet d'instruction et Présidente du Tribunal de travail de Saint-Louis.

Doyenne des juges d'instruction de Dakar.

Vice-Présidente du Tribunal de première instance de Dakar.

Conseillère à la Cour d'appel de Dakar.

Conseillère à la Cour suprême de Dakar.

Première Présidente de la Cour d'appel de Dakar (juin 1992).

Présidente de la Commission nationale de recensement des votes du Sénégal.

Présidente de la Haute Cour de justice du Sénégal.

Première Présidente de la Cour de cassation (février 1997).

Juge au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) (mai 2001).

Autres activités

Observation des élections au Mali, au Togo, en Côte d'Ivoire, au Bénin comme Coprésidente de la mission de l'Institut démocratique national des affaires internationales.

Participation à plusieurs conférences internationales dont :

Les réunions de l'Union internationale des magistrats;

La Fédération internationale des femmes de carrières juridiques;

La Fédération des juristes africaines;

La paix mondiale par le droit;

La Commission internationale de juristes;

La Conférence des juges en chef du Commonwealth et des juges de cours d'appel.

Chargée de cours à l'École nationale d'administration et de magistrature jusqu'en 1991.

Secrétaire générale de l'Amicale des juristes sénégalaises.

Ancienne Secrétaire générale de la Fédération des juristes africaines.

Secrétaire générale de l'Association sénégalaise d'études et de recherches juridiques.

Membre associée de la Commission internationale de juristes.

Ancienne membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye.

Connaissances linguistiques

Français : courant.

Anglais : connaissance fonctionnelle.

Espagnol : connaissance fonctionnelle.

Portugais : lu.

Décorations

Officier de l'ordre du Mérite de la République du Sénégal.

Grand officier de l'ordre du Mérite de la République du Sénégal.

Chevalier de l'ordre national du lion.

Inés Mónica Weinberg de Roca (Argentine)

Date et lieu de naissance: 16 décembre 1948, à Buenos Aires (Argentine)

Juge au civil dans la capitale fédérale de 1993 à 2000; juge à la Cour d'appel administrative de la ville autonome de Buenos Aires depuis 2000.

Candidate de l'Argentine au Tribunal pénal international pour le Rwanda, en 1994.

Avocate, diplômée de la faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de Buenos Aires (1971).

Docteur ès sciences juridiques et sociales de l'Universidad Nacional de la Plata (faculté de sciences juridiques et sociales), 1972, mention très bien, thèse recommandée pour le Prix de la faculté.

Bourse d'études supérieures à l'Institut Max-Planck de Hambourg (1972-1973). Collaboration avec l'Institut dans l'établissement de rapports sur le droit international privé et étranger et communication sur la reconnaissance des jugements arbitraux étrangers en Argentine (16 février 1973). Voyages d'étude et rapports à l'Institut. Membre de « Freunde des Hamburger Max-Planck Instituts ».

Membre de l'Institut de droit international et de la navigation, Académie nationale de droit et de sciences sociales de Buenos Aires.

Professeur titulaire de droit international, chaire de droit international privé à la faculté de droit de l'Université nationale de Buenos Aires; assure des cours d'études supérieures et de formation des enseignants dans la même université; membre du conseil de rédaction de la revue juridique de Buenos Aires; professeur titulaire de droit international public et de droit des collectivités régionales à l'Université argentine de l'entreprise; y assure des cours dans le domaine des droits de l'homme et du droit humanitaire. Professeur titulaire de droit international privé et de droit économique à l'Université argentine de l'entreprise. Professeur à la Commission de formation de l'Institut supérieur de la magistrature, Association des magistrats et fonctionnaires de la justice, et à l'Institut d'études judiciaires de la Cour suprême, province de Buenos Aires.

Professeur invitée (maîtrise et études supérieures) dans les universités suivantes: Universidad Nacional de Córdoba, Universidad nacional de Rosario, Universidad Siglo 21 de Córdoba, Universidad Notarial Argentina, Universidad de Bologna (Buenos Aires), centre d'études juridiques de l'Université de Rome « Tor Vergata », à l'occasion de la journée organisée sur le thème « droit romain et unification du droit: expérience de l'Europe et de l'Amérique latine » (Rome, juin 2000).

Directrice d'études en droit international privé, Académie de droit international de La Haye (1987).

Membre du jury de la Philip C. Jessup International Law Moot Court Competition, Buenos Aires (1999 et 2000).

Représentante de l'Argentine auprès de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT); chef de la délégation argentine à la Conférence diplomatique pour l'adoption d'une Convention relative aux matériels d'équipement mobiles et d'un Protocole aéronautique, organisée au Cap du 29 octobre au 16 novembre 2001, par UNIDROIT et l'OACI. Organisatrice des Journées UNIDROIT, Buenos Aires (1998).

Conseillère du Ministère des affaires étrangères, du commerce extérieur et des cultes depuis 2000. Déléguée de l'Argentine aux conférences interaméricaines sur le droit international privé, organisées à Washington (4-8 février 2002), à Mexico (13-19 juillet 1994), à Montevideo (9-15 juillet 1989) et à La Paz (15-24 mai 1984); conseillère de la délégation de l'Argentine à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI); membre de la délégation argentine à la XIXe session de la Conférence de La Haye sur le droit international privé (2001). Rapporteuse du symposium argentino-uruguayen sur l'adoption des mineurs dans l'environnement interaméricain, organisé à Buenos Aires le 24 juin 1983, sous les auspices de l'Association argentine de droit comparé, du Conseil argentin pour les relations internationales et de l'Institut interaméricain de l'enfance de l'Organisation des États américains.

Membre de la Commission technique mixte créée par la Convention de coopération juridique entre la République argentine et la République orientale de l'Uruguay (décret 2442 de 1986); membre fondateur du Comité, chargée de faire des propositions sur l'enseignement du droit et l'exercice de la profession de juriste en Argentine, dans le cadre d'un projet du Ministère de la justice et de la Banque mondiale (1994).

Membre de la délégation de l'Association de droit international à la Conférence de La Haye sur le droit international privé organisée à l'occasion de la réunion de la Commission spéciale sur la juridiction et les peines à l'étranger (1997-1999).

Membre de la commission établie par le Ministère de la justice et des droits de l'homme pour élaborer un projet de loi en matière de droit international privé (2002). Intervenante à l'occasion des journées organisées sur ce thème par le Ministère de la justice et des droits de l'homme et la Commission générale des lois du Congrès. Membre de la Commission de réforme du droit procédural (Association des magistrats, 1998).

Membre de la Deutsche Gesellschaft für Rechtsvergleichung (depuis 1973); membre du « Freunde des Hamburger Max-Planck Instituts für ausl. und inter Privatrecht e.V. »; membre du comité directeur (depuis 1980) de l'Association argentine de droit comparé; membre du comité d'organisation des Journées et intervenante; membre fondateur de l'Association juridique germano-argentine et membre du comité directeur; membre de l'Association de droit international (1972-2000); ancien membre de l'Association internationale du barreau (1980-1988; a participé aux congrès de Berlin, de Madrid, etc.); membre de la Société américaine de droit international (1995); membre du comité directeur de l'Association argentine de droit international (depuis 1997); membre de la section d'unification internationale du droit de l'Institut d'études législatives de la Fédération argentine des écoles d'avocats (depuis 1999); membre du Conseil argentin pour les relations internationales (CARI).

A participé au séminaire sur la Cour pénale internationale (CARI, 1996); au séminaire interaméricain sur la protection des droits de l'homme, organisé sous l'égide du Comité national de suivi du programme de droit international de l'ONU et du CARI (1997); au séminaire sur le droit pénal international donné à l'Université de Tella (1997); aux journées sur la justice et la démocratie, la crise et le droit pénal (Buenos Aires, 1997); a été invitée par la fondation Konrad Adenauer à participer au séminaire sur les aspects pratiques du fonctionnement quotidien d'un tribunal allemand (1997), à l'occasion duquel elle s'est rendue dans des tribunaux pénaux, à

l'Institut de criminologie de l'Université de Munster et à l'Académie des cadres de la police de Munster/Hilltrup. Rapporteuse nationale sur le rôle du droit public dans le droit international privé, à l'occasion du XIIe congrès de l'Académie internationale de droit comparé, organisé à Sydney et à Melbourne (1986).

Intervenante, rapporteuse, membre de groupes de travail, organisatrice et/ou coordonnatrice de 58 manifestations (communications, rapports, journées, congrès, conférences, débats, tables rondes). Présidente de commission à l'occasion du VIIe congrès argentin et du IIIe congrès ibéro-américain sur le droit des associations et des entreprises, Buenos Aires (1998) et lauréate d'un prix pour le rapport qu'elle y a présenté.

Publications

- *Derecho Internacional Privado*, De Palma (1997) et deuxième édition révisée et augmentée (2002).
- *Competencia internacional y ejecución de sentencias extranjeras*, Astrea (1994).
- A contribué à *Haus- und Grundbesitz in Argentinien*, Rufolf Haufe Verlag, Freiburg (1992), ouvrage publié en 1996 dans sa version révisée.
- *Ferid-Firsching, Internationales Erbrecht in Argentinien*, Verlag C.H. Beck (1982), ouvrage publié dans une version révisée en 1986 et en 1996.
- *Internationales Ehe- und Kindschaftsrecht – Argentinien*, Bergman-Ferid Blatt, Francfort a.M.-Munich (1973), versions révisées publiées en 1985, 1986 et 1989.

Directrice de publication de la Convention relative aux droits de l'enfant, Rubinzal-Culzoni (2002).

Auteur de plus de 70 articles juridiques et d'essais en Argentine et à l'étranger.

Connaissances linguistiques

Espagnol, anglais, allemand et français.

Mohammed Ibrahim Werfalli (Jamahiriya arabe libyenne)

Date de naissance : 30 décembre 1944

Fonctions actuelles

Juge à la Cour suprême de Libye.

Titres universitaires

Licence en droit, Université de la Jamahiriya arabe libyenne (1969).

Maîtrise, faculté de droit de l'Université Harvard, Cambridge, Massachusetts (États-Unis) (1976).

Expérience professionnelle

Expérience en matière judiciaire

Procureur auprès des tribunaux pénaux de Tripoli (1969-1972).

Conseiller juridique auprès du Secrétariat des affaires étrangères libyen (1973).

Études supérieures à la faculté de droit de Harvard (1974-1976).

Procureur à la Cour d'appel de Tripoli (1976-1978).

Membre de l'équipe de juristes libyens dans l'affaire opposant la Jamahiriya arabe libyenne à la Tunisie concernant le plateau continental, portée devant la Cour internationale de Justice (1978-1981).

Procureur principal à la Cour suprême de Libye (1982-1988).

Avocat du ministère public à la Cour suprême de Libye (1989-1996).

Juge à la Cour suprême de Libye (depuis 1996).

Depuis 1977, a participé à temps partiel, aux activités suivantes :

Membre de l'équipe de juristes assurant la défense de la National Oil Corporation (NOC) dans des arbitrages portés devant la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI) à Paris (1977).

Conseiller juridique auprès de la National Oil Corporation (depuis 1978).

Membre de la commission juridique de révision du code pénal et du code de procédure pénale (depuis 1985).

Conseiller juridique auprès de la Banque centrale libyenne dans l'affaire du gel des avoirs libyens aux États-Unis.

Membre de la commission juridique de demande de réparations pour les dommages causés lors de l'occupation italienne de la Libye (1987-1989).

Membre de l'équipe de juristes libyens dans l'affaire de Lockerbie portée devant la Cour internationale de justice (depuis 1998).

Membre de la commission juridique chargée d'étudier le procès de l'ancien Président yougoslave, devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (2001).

*Expérience en matière d'arbitrage commercial**Arbitrage international*

Arbitre près la Chambre de commerce internationale à Paris.

1989 : Dans l'affaire « *Fried Krupp GMBH et consorts c. le Conseil d'administration du complexe métallurgique de la Jamahiriya arabe libyenne et consorts* ».

1994 : Dans l'affaire « *Monita World Services SRL (Italie) c. le secrétariat du Comité populaire de l'industrie de la Jamahiriya arabe libyenne* ».

Arbitrage local

1991 : agissant en qualité de président du tribunal d'arbitrage dans l'affaire « *The National Company of Building Materials c. the National Maritime Transportation Company* ».

Enseignement du droit

Maître de conférences à temps partiel, en droit commercial et administratif, High Institute for Management and Banking Services (1983-1984).

*Travaux de recherche**En arabe*

La clause d'inaliénabilité en droit civil libyen, article paru dans *Al Adala*, la revue juridique de la faculté de droit libyenne.

Série de conférences sur les principes du droit administratif, données au High Institute for Management and Banking Services de Tripoli.

« *The Material and Procedural Conditions of the Arbitral Award* », communication présentée à l'occasion du premier symposium consacré à l'arbitrage commercial, organisé sous les auspices de l'Association du barreau libyen (avril 1999).

« *The Judicial Immunity for the State and its Property* », communication établie à l'occasion de la conférence organisée sous les auspices du Comité afro-asiatique sur le droit international.

En anglais

Thèse de maîtrise intitulée « *The Right to Compensation for Illegal Arrest and Detention as a Human Right in the International Law* ».

Affiliations culturelles et professionnelles

Membre de l'association du barreau libyen (n'exerce pas).

Membre de la Société américaine de droit international.

Membre de l'Association des anciens élèves de la faculté de droit de l'Université Harvard.

Chambre de commerce internationale de Paris.

Conseil d'arbitrage méditerranéen, Milan-Tunis.

Superviseur du bureau technique de la Cour suprême de la Jamahiriya arabe libyenne, qui publie régulièrement le journal de la Cour suprême.

Connaissances linguistiques

Arabe, anglais, bonnes notions de français.

Lloyd George Williams (Saint-Kitts-et-Nevis)

Date et lieu de naissance : 16 juin 1927, Kingston (Jamaïque).

Études

1949-1950	Fisk University, Nashville, Tennessee (États-Unis).
1950-1952	McGill University, Montréal.
1954-1957	Faculté de droit des Inns of Court, The Honourable Society of the Middle Temple.
1958	Académie de droit international de La Haye : cours d'été.

Diplômes

1958	Utter Bar.
1958	Examen de fin d'études de droit, Council of Legal Education, Londres.

Expérience professionnelle

1956-1957	Trésorier, West Indian Students Union, Londres.
1957-1958	Premier Vice-Président.
1963	Président de la Commission d'enquête sur le Conseil paroissial de Portland (Jamaïque) : l'enquête a abouti à la dissolution du Conseil.
1962-1967	Président et membre de différents organismes officiels jamaïcains : Président de la Licensing Authority for Rural Transport : responsable de toutes les questions relatives aux transports ruraux et de l'octroi des permis nécessaires à la fourniture de ces services (c'est-à-dire des permis de transport, omnibus et exprès pour toute la Jamaïque), notamment : a) délivrer tous les permis de taxi et de véhicule de louage pour toute la Jamaïque et b) retirer les permis et veiller au bon fonctionnement des services. Président du Comité d'inspection de l'administration pénitentiaire, chargé de s'occuper des conditions générales dans la prison et de leurs effets sur les détenus et notamment : a) d'examiner les plaintes des prisonniers et veiller à leur bien-être général; b) de siéger au Comité de réforme du droit pénitentiaire, chargé de formuler des recommandations concernant la réforme de la loi régissant les prisons. Président du Service des licences pour les agences de l'emploi, chargé de : a) délivrer des licences aux agences de l'emploi; b) retirer ou ne pas renouveler ces licences; c) enquêter sur les plaintes formulées contre ces agences par

le grand public et prendre, le cas échéant, les mesures voulues; d) arbitrer les conflits du travail, y compris examiner les différends entre les parties, formuler les conclusions qui s'imposent et statuer en conséquence.

1969-1972 Président du Service de supervision des plages, organe de supervision de toutes les plages publiques et privées de la Jamaïque. Chargé notamment : a) de délivrer des licences aux hôtels et autres organisations ainsi qu'aux particuliers pour l'exploitation d'installations balnéaires le long des côtes; b) d'approuver tous les plans concernant les constructions à moins de 100 mètres de la plage; c) d'autoriser la construction d'installations publiques sur les plages publiques; de veiller à la prévention de l'érosion des plages (enlèvement du sable, etc.).

Emplois occupés

1959-1978 Avocat indépendant à la Jamaïque, spécialisé dans le droit pénal et civil (nombreuses affaires dans des domaines très variés). A surtout plaidé au pénal. A eu l'occasion de représenter le ministère public, au nom de la Couronne, à la Jamaïque.

1982-1987 Directeur du ministère public à Antigua.

Juin 1982 Avocat général à Antigua.

1982 Nommé juge à la Haute Cour; prise de fonctions en janvier 1983.

1992-1993 Juge à la Haute Cour de la Cour suprême des Caraïbes orientales¹.

A souvent siégé à la Cour d'appel comme suppléant, une fois pendant près d'un an.

Depuis 1999 Juge président la Chambre de première instance III du Tribunal pénal international pour le Rwanda.

A été nommé par le Conseil de sécurité pour siéger au Tribunal pénal international pour le Rwanda et élu par l'Assemblée générale en 1998. A pris ses fonctions en février 1999 et fait preuve d'efficacité et de compétence dans l'exercice de ses fonctions, ce que peuvent attester de nombreux observateurs du Tribunal.

Préside la Chambre de première instance III. Depuis le début de son mandat en 1999, a fait de nombreuses propositions visant à améliorer l'efficacité du Tribunal et à réduire les coûts. Parmi les réformes importantes, on peut citer les

¹ Depuis qu'il a pris sa retraite comme juge de la Cour suprême des Caraïbes orientales, il a effectué de courtes missions à la Haute Cour de Tortola (îles Vierges britanniques) et à la Haute Cour des îles Turques et Caïques en 1995, ainsi qu'à la Haute Cour des îles Caïmanes pendant six mois en 1996 et cinq mois en 1997.

suivantes : a) l'adoption de l'article 46 (A), qui autorise le Tribunal à imposer des sanctions pécuniaires à un avocat qui dépose des requêtes abusives; b) la proposition, retenue, de modification de l'article 15 (A), lequel remplace les dispositions antérieures interdisant à un juge qui avait confirmé un acte d'accusation de siéger par la suite au procès, et permet d'employer au mieux les magistrats du Tribunal; c) l'adoption de la proposition de modification des articles 73 *bis* (E) et 73 *ter* (E), qui autorise les parties à demander oralement à la Chambre de modifier leur liste de témoins au procès et évite les dépenses et retards occasionnés par la procédure précédente de requête écrite; d) l'adoption de l'article 94 (B), qui autorise la Chambre de première instance à dresser le constat judiciaire de faits admis lors d'autres affaires portées devant le Tribunal, dispensant ainsi de présenter des preuves formelles et réduisant la durée des procès; e) la possibilité de statuer oralement sur un nombre important de requêtes présentées par les parties et d'éviter ainsi les retards inutiles.

La Chambre de première instance III conduit actuellement trois procès, y compris celui de l'affaire dite «des Militaires». Elle devrait statuer prochainement dans l'affaire *Semanza*, qui concerne un seul accusé. Dans l'affaire *Cyangugu*, qui concerne trois accusés, le Procureur a fini de présenter ses moyens. Un accusé témoigne actuellement pour sa propre défense pour achever la présentation de ses moyens. Les deux autres accusés présenteront ensuite leur défense.

La Chambre a ouvert le procès de l'affaire dite «des Militaires» en avril 2002. Les médias ont dit de cette affaire qu'elle était peut-être la plus importante qui ait été portée devant le Tribunal, car les accusés, quatre officiers rwandais de haut rang en 1994, auraient été les organisateurs des massacres commis au Rwanda en 1994.

Le mandat actuel du candidat prenant fin en mai 2003, le temps restant ne lui permettra pas de juger les deux affaires dont il est actuellement saisi. Il souhaiterait avoir la possibilité de poursuivre ses travaux et, en particulier, de statuer sur ces affaires avant de quitter le Tribunal.

Pratique professionnelle du droit

A pratiqué en tant qu'avocat en Angleterre, à la Jamaïque, aux îles Caïmanes et à Antigua.

Affiliations professionnelles

Membre du barreau anglais, du barreau de la Jamaïque et de la Commonwealth Lawyers' Association

Distinction

Nommé Queens Counsel par S. M. Elizabeth II en juin 1981, pour services rendus

Conférences

A assisté à de nombreuses conférences sur le droit international ainsi qu'à des conférences organisées par des chambres de commerce.

Connaissances linguistiques

Très bonne connaissance de l'anglais et notions de français.
